

# RCRC

Croix-Rouge Croissant-Rouge

NUMÉRO 2 · 2012 [www.redcross.int](http://www.redcross.int)

## La bravoure sous les tirs

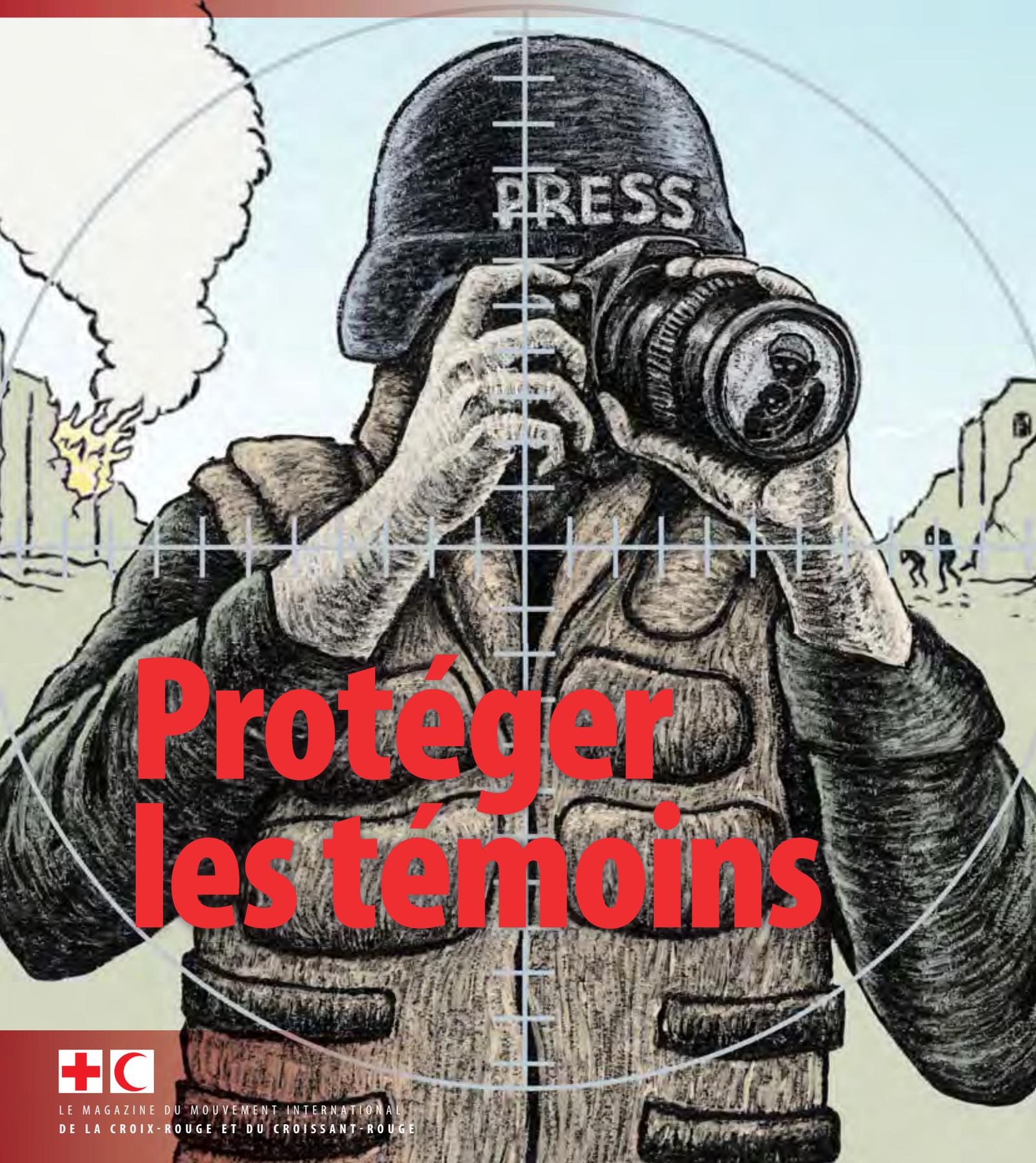
Le Croissant-Rouge arabe syrien, sauveur de vies

## Prouvez-le !

Des premiers secours communautaires éprouvés par les faits

## Répliquer la résilience

Briser le cercle vicieux de la dépendance à l'aide au Kenya



# Protéger les témoins



LE MAGAZINE DU MOUVEMENT INTERNATIONAL  
DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE

# Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge comprend trois composantes:

le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et les Sociétés nationales.



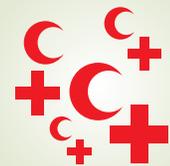
**CICR**

Organisation impartiale, neutre et indépendante, **le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.



Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

**La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)** est le plus vaste réseau humanitaire de volontaires au monde. Il touche chaque année, à travers ses 187 Sociétés nationales, 150 millions de personnes. Ensemble, nous œuvrons avant, pendant et après les catastrophes et les urgences sanitaires pour répondre aux besoins et améliorer les conditions d'existence des personnes vulnérables. La FICR agit de façon impartiale, sans distinction de nationalité, de race, de sexe, de croyances religieuses, de classe ou d'opinion politique. Guidée par la Stratégie 2020 – son plan d'action collectif pour relever les grands défis de la décennie en matière d'aide humanitaire et de développement –, la FICR est déterminée à «sauver des vies et changer les mentalités».



**Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** mettent en application les buts et les principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans 188 pays. Elles y assument le rôle d'auxiliaires des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne l'humanitaire et y conduisent des activités dans des domaines tels que les secours en cas de catastrophe, les services de santé et l'assistance sociale. En temps de guerre, elles fournissent une assistance à la population civile affectée et apportent leur soutien aux services de santé de l'armée, le cas échéant.

## **Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**

est guidé par sept Principes fondamentaux :

**humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité.**

Toutes les activités de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge poursuivent le même objectif :  
**aider ceux qui souffrent, sans discrimination aucune, et contribuer ainsi à la paix dans le monde.**

# La sécurité des journalistes, enjeu humanitaire vital

LORSQU'UN JOURNALISTE est tué dans l'exercice de son métier, c'est la société dans son ensemble qui est menacée. En plus de réduire un journaliste au silence, ces décès incitent tous ses collègues à l'auto-censure. On pourrait dire que la liberté d'expression (et avec elle l'accès à l'information) est un «méta-droit» sans lequel l'exercice de bien d'autres droits est compromis. C'est une pierre angulaire de la démocratie, de la bonne gestion des affaires publiques, de la transparence et de la capacité d'une société à faire des choix en connaissance de cause.

En temps de conflit, de troubles politiques violents ou de catastrophe naturelle, les journalistes doivent être spécialement protégés, non seulement parce qu'ils accomplissent souvent des actes héroïques face au danger, mais aussi en raison de leur rôle social essentiel. Il n'est pas d'autre choix sauf un monde régi par l'ignorance, la rumeur et les allégations sans fondement.

Le journalisme, cependant, est aussi un domaine éminemment polémique, et les professionnels des médias se trouvent fréquemment exposés au danger, sous la menace d'acteurs étatiques et non-étatiques. Au cours des vingt dernières années, un millier de journalistes ont été tués dans l'exercice de leur métier, et les décès ont été particulièrement nombreux au cours des douze derniers mois.

Les morts tragiques de correspondants étrangers pris dans les combats font souvent les grands titres, mais les deux tiers des journalistes qui perdent la vie décèdent en dehors de conflits armés. La plupart sont des indépendants qui travaillent pour un journal ou une radio locale et le plus grand péril pour eux n'est pas l'accident, mais bien le meurtre. Un pourcentage important des journalistes tués avaient reçu des menaces. L'assassinat est la forme suprême de la censure et, dans les pays où les risques sont les plus élevés, l'impunité est répandue.



***L'assassinat est la forme suprême de la censure et, dans les pays où les risques sont les plus élevés, l'impunité est répandue.***

L'une des manières de réduire le danger peut être de s'adresser en haut lieu et de faire passer le débat du plan local à un niveau plus élevé. Les dirigeants nationaux devraient, par exemple, condamner les meurtres de journalistes dans les termes les plus vifs. Les enquêtes et les poursuites pourraient se dérouler à l'échelle nationale plutôt qu'au plan local, ce qui réduirait le risque d'ingérence politique. Les journalistes locaux devraient cultiver leurs liens avec leurs collègues d'autres pays, et les organisations de journalistes ainsi que les groupes représentant la société civile pourraient exiger une plus grande attention de la part des organismes régionaux

## Comment protéger les journalistes ?

Est-il temps d'adopter un nouveau traité international ou faut-il simplement mieux respecter les lois en vigueur ? Voyez les divers points de vue à l'adresse [www.redcross.int/journalists](http://www.redcross.int/journalists).

et internationaux institués par le droit international des droits de l'homme.

Faut-il un nouveau traité pour protéger les journalistes ? À mes yeux, le cadre juridique international existant est sans doute suffisant en termes de normes. Le véritable enjeu est l'application des lois existantes. Des déclarations ou d'autres textes similaires, dans le cadre des Nations Unies et à l'échelle régionale, peuvent aider à élever le débat et à susciter une sensibilisation mondiale.

Les organisations humanitaires jouent aussi un rôle important. Le numéro d'urgence du CICR pour les journalistes — ainsi que la formation à la sécurité, aux premiers secours et au droit humanitaire fournie par le CICR et par les Sociétés nationales — sont de bons exemples de mesures possibles. Cependant, les acteurs humanitaires peuvent faire davantage en insistant sur le rôle des journalistes dans les catastrophes naturelles et dans les contextes de violence armée pour garantir la transparence, le suivi des responsabilités et la sensibilisation de l'opinion.

Il ne suffit pas de répéter aux États et à la société dans son ensemble que les journalistes doivent être protégés; chacun doit prendre pleinement conscience du rôle des médias dans des situations de catastrophe et de conflit, afin que nous puissions tous mieux comprendre notre monde, contribuer à la prévention des conflits, réduire l'impact des catastrophes naturelles et prendre des décisions en toute connaissance de cause, en particulier lorsque les enjeux sont aussi considérables.

### Christof Heyns

Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Professeur de droit et co-directeur de l'Institut de droit international et de droit comparé en Afrique à l'Université de Pretoria (Afrique du Sud). Le texte intégral du rapport de Christof Heyns au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur la protection des journalistes figure dans le document Nations Unies A/HRC/20/22, à l'adresse [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org).

# En bref...

## Le Mouvement à nouveau endeuillé

Le Croissant-Rouge arabe syrien (CRAS) a perdu en juillet un cinquième agent médical, tout alors qu'il apportait les premiers secours et une aide médicale aux personnes touchées par les combats.

Khaled Khaffaji, membre du CRAS, a été abattu à Deir Ezzor, dans l'est de la Syrie, le 9 juillet, à bord d'une ambulance clairement marquée de l'emblème de la Société nationale. «Nous sommes consternés. La mort de Khaled est absolument inacceptable», a déclaré Abdoul Rahman al-Attar, président du CRAS.

Moins de trois semaines plus tôt, le 22 juin, Bachar al-Youssef, volontaire de premiers secours du CRAS à Deir Ezzor, avait été abattu alors qu'il portait secours à des personnes prises dans les combats.

Ce décès s'est produit alors que le CICR venait d'apprendre, deux

jours plus tôt, la mort d'un employé au Yémen, Hussein Saleh, pendant une frappe aérienne de l'armée dans le gouvernorat d'Abyan, au sud du Yémen. Avec trois autres employés, Hussein Saleh évaluait la situation humanitaire dans cette zone durement touchée par les combats. «Nous sommes atterrés par la perte tragique de notre ami et collègue Hussein», a déclaré Éric Marclay, chef des opérations du CICR au Yémen, ajoutant que Hussein jouait «un rôle essentiel» au sein d'une équipe qui aidait des centaines de milliers de personnes.

Pendant ce temps, les témoignages émouvants continuaient d'affluer à la Croix-Rouge britannique et au CICR après l'assassinat, au mois d'avril, de Khalil Dale, employé de longue date de la Croix-Rouge britannique, responsable d'un programme de santé du CICR à Quetta (Pakistan), où il avait été enlevé en janvier.

Les lettres et les messages sur Facebook décrivent Dale comme un homme courageux, infatigable, exemplaire et compatissant, qui a su redonner espoir à d'innombrables personnes. «Son souvenir restera à jamais gravé dans mon cœur et me donnera la force d'aller de l'avant», conclut un autre des nombreux messages.

Le Mouvement a malgré tout reçu de bonnes nouvelles à la mi-juillet en apprenant la libération de Benjamin Malbrancke, délégué du CICR enlevé par des individus armés le 21 avril dans le nord du Yémen. «Nous sommes soulagés et extrêmement heureux que notre collègue soit de retour parmi nous et en bonne santé», a déclaré Éric Marclay.

## De l'eau salubre pour tous

Un projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement de la Croix-Rouge du Népal a touché près de 3,7 millions de personnes dans des communautés rurales du pays au cours des trente dernières années, affirme un rapport publié le 22 mars, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, par la Croix-Rouge du Népal. Cela représente près de 15 % des résultats obtenus par le Népal en matière d'eau et d'assainissement. La publication de ce rapport était l'un des nombreux événements organisés en mars par les acteurs du Mouvement partout dans le monde afin d'appeler l'attention sur les problèmes relatifs à l'eau et sur les activités réalisées pour apporter de l'eau potable sûre aux communautés dans le besoin.

## Aider le Brésil à améliorer la sécurité routière

Une conception de la sécurité routière conçue par le Partenariat mondial pour la sécurité routière, un projet parrainé par la FICR, a été adoptée par le gouvernement du Brésil pour être appliquée dans les capitales de ses 26 États. Cette méthode, dite Stratégie de partenariat actif, a déjà permis de réduire le nombre de morts et de blessés par accident de la route dans le pays. «Cette décision vient conforter le travail déjà réalisé par les villes qui ont appliqué la Stratégie depuis des années», déclare José Cardita, le responsable du Partenariat au Brésil.

## Le CICR appelle à épargner les civils en RDC

En République démocratique du Congo (RDC), la violence se poursuit dans les deux provinces du Kivu et s'étend à des zones plus reculées

## Échos

**«Sa vie était empreinte d'amour, pas de haine; de bonté, pas de cruauté. Nous nous souviendrons de notre Khalil, de notre Ken, comme d'un homme qui nous a apporté de la joie, à nous et à tant d'autres.»**

Déclaration de la famille de **Khalil Dale**, agent humanitaire de longue date de la Croix-Rouge britannique et du CICR, après son assassinat à Quetta (Pakistan).

et difficiles d'accès, entraînant l'augmentation du nombre de victimes civiles. «La majorité des victimes sont des civils, dont de très jeunes enfants, des personnes âgées et des femmes», explique Laetitia Courtois, chef de la sous-délégation du CICR à Bukavu (Sud-Kivu). «Les combats ont forcé les habitants de villages entiers à se déplacer, aggravant une situation humanitaire déjà précaire.»

## «Les catastrophes se passent de visa»

Problèmes de visa et de permis de travail pour le personnel international de secours; coordination des organisations de secours; droits de douane et bureaucratie excessive... Ce sont quelques-uns des obstacles cités par les organismes d'assistance pendant leurs opérations dans la Corne de l'Afrique l'année dernière, à l'occasion d'un atelier organisé par la FICR, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et la Croix-Rouge du Kenya, afin de créer un meilleur système de lois et d'accords dans les pays touchés par la sécheresse en cours, car, comme l'a rappelé l'un des participants, «les catastrophes se passent de visa pour passer les frontières».

## Rapport du CICR : violations en hausse en Colombie

Les violations du droit humanitaire, y compris les déplacements forcés, les menaces de violence, les viols et les dommages aux biens civils, ont augmenté l'année dernière en Colombie, affirme un rapport publié en avril par le CICR. Dans de nombreux cas, l'intensification des combats aggrave les difficultés que doivent surmonter les communautés isolées pour avoir accès à des services essentiels dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et des transports.



Photo : Reuters/Thomas Mukoy avec l'autorisation de www.alertnet.org

## Recrudescence des combats au Soudan du Sud

Depuis le début de l'année, le CICR a redoublé d'efforts pour répondre aux besoins humanitaires croissants au Soudan du Sud. Début avril, ces besoins se sont encore accrus lorsque des combats ont éclaté le long de la frontière avec le Soudan. «De nombreuses personnes ont dû fuir en hâte en raison de la violence, souvent contraintes de tout laisser derrière elles pour trouver un refuge tout relatif dans des camps de fortune», déclare Melker Mabeck, chef de la délégation du CICR au Soudan du Sud.

## Indice humanitaire

**25** : Nombre de journalistes tués, victimes de violence en 2012 au 14 juin, selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ)<sup>1</sup>

**919** : Nombre de journalistes tués depuis 1992 selon le CPJ (70 % ont été assassinés, 18 % victimes d'échanges de tirs durant les combats, et 12 % tués pendant des missions dangereuses).

**1335** : Nombre d'hectares de cultures (bananes, mangues, poivrons, pastèques et asimines) cultivés dans 47 fermes dans le cadre du projet de lutte contre la

sécheresse de la Croix-Rouge du Kenya le long du fleuve Tana.

**100 000** : Nombre de personnes que la Croix-Rouge du Kenya souhaite rendre autonomes sur le plan alimentaire d'ici à 2015.

**3,4 millions** : Nombre de Kenyans considérés comme exposés à la malnutrition en raison de la situation actuelle de sécheresse dans la Corne de l'Afrique.

**2,3 millions** : Nombre de personnes soutenues par des volontaires utilisant la méthode «Premiers secours et santé à base communautaire» (PSSBC) de la FICR en 2011.

<sup>1</sup> Ces chiffres varient selon les groupes de défense des journalistes, qui n'utilisent pas tous les mêmes critères pour catégoriser les décès.

# Sommaire

NUMÉRO 2 · 2012 · redcross.int

## ■ En couverture 4 Protéger les témoins

Les journalistes sont souvent les premiers à décrire la réalité et les crimes de guerre. Ce sont aussi des témoins cruciaux des souffrances et des besoins des personnes vulnérables en temps de conflit ou de catastrophe naturelle. Or, ils sont eux-mêmes vulnérables aux attaques. Que peuvent faire les humanitaires pour les aider à faire leur travail dans la sécurité lors de missions dangereuses ?

## ■ Médias 10 Des tweets tous azimuts

Les médias sociaux transforment l'action humanitaire. Voyez comment la Société de la Croix-Rouge du Japon, la FICR et d'autres Sociétés nationales gèrent les moyens de communication instantanée.

## ■ Société nationale 12 La bravoure sous les tirs

Faisant preuve d'un admirable professionnalisme, les volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien sont montés en première ligne, évacuant les blessés, dispensant les premiers secours sur place, distribuant vivres et médicaments dans les pires conditions imaginables.

## ■ Focus 14 La dignité oubliée

Les détenus de la prison d'Antanimora, à Madagascar, vivent oubliés du monde extérieur, dans des conditions d'exiguïté, de surpopulation, d'insécurité et de manque d'hygiène. Ces photographies dépeignent la vie quotidienne dans l'établissement, où les visites régulières du CICR et des familles, ainsi que de petits projets de réparation, contribuent à rétablir la santé et la dignité de tous ses pensionnaires.

Veuillez adresser vos articles, demandes de renseignements et toute correspondance à :

### Croix-Rouge, Croissant-Rouge

Case postale 372, CH-1211 Genève 19, Suisse.

Courrier électronique : rcr@ifrc.org n° ISBN 1019-9349

### Rédacteur en chef

Malcolm Lucard

### Secrétaire de rédaction

Paul Lemerise

### Édition française

Dominique Leveillé

### Maquette

Baseline Arts Ltd., Royaume-Uni

### Mise en pages

New Internationalist, Oxford (Royaume-Uni)

### Impression

Sur papier exempt de chlore par Swissprinters Lausanne SA (Suisse)

### Comité de rédaction

#### CICR

Dorothea Krimitas

Sophie Orr

Florian Westphal

#### FICR

Andy Channell

Pierre Kremer

Jason Smith

## ■ Détenus 18 Dans les murs d'«Old Bilibid»

Dans des prisons comme «Old Bilibid», à Manille, gravement surpeuplée, l'«Appel à l'action» du CICR rassemble divers partenaires et la Croix-Rouge philippine pour améliorer les conditions de vie et la santé des détenus.

## ■ Pratiques éprouvées 20 Le deuxième souffle des premiers secours

Premier article d'une série sur les efforts visant à fonder les activités du Mouvement sur des données probantes. Les recherches de la FICR et des Sociétés nationales renouvellent l'enseignement et la pratique des premiers secours.

## ■ Journée mondiale des premiers secours 22 «Comme un seul homme»

Le CICR et la Croix-Rouge du Nigéria coopèrent pour inculquer aux communautés ravagées par la violence les meilleures pratiques de premiers secours, adaptées au contexte local.

## ■ Sécurité alimentaire 24 La saison de la faim

Dans le Sahel, les effets de la saison sèche sont exacerbés par les répercussions du conflit en Libye, les déplacements dus aux affrontements au Mali et la lenteur de la réaction internationale.

## ■ Répliquer la résilience 26

Dans l'est du Kenya, des fermiers cultivent le manioc pour en faire de la pâte à pizza. Au nord, une exploitation agricole brise l'engrenage de la faim et de la dépendance. Peut-on pérenniser et élargir ces projets dans cette région en proie aux plus grandes difficultés ?

## ■ Supports d'information 29

Nous remercions chaleureusement les chercheurs et le personnel d'appui du CICR, de la FICR et des Sociétés nationales pour leur concours.

*Croix-Rouge, Croissant-Rouge* paraît trois fois par an, en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. Il est tiré à plus de 80 000 exemplaires et diffusé dans 188 pays.

Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs des articles et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les articles non sollicités sont les bienvenus, mais ne seront pas renvoyés.

La rédaction se réserve le droit de récrire tous les articles. Les articles et les photographies non soumis au droit d'auteur peuvent être reproduits sans autorisation préalable; prière de citer *Croix-Rouge, Croissant-Rouge*.

Les cartes publiées dans ce magazine ont une valeur strictement informative et sont dénuées de toute signification politique.

**Couverture :** Illustration de Anna Cooper.

Photos sur cette page, de haut en bas : REUTERS/Julien de Rosa, avec l'autorisation de www.alertnet.org; Ibrahim Malla/CRAS; Guillaume Binet/CICR; Heather Murdock; Claire Doole/FICR.



4. Protéger les témoins



12. La bravoure sous les tirs



14. La dignité oubliée



22. «Comme un seul homme»



26. Répliquer la résilience



# Protéger les t

**Les journalistes sont souvent les premiers à faire connaître la réalité de la guerre et la souffrance des personnes vulnérables. Or, les reporters sont aussi des cibles. Que peuvent faire les humanitaires pour contribuer à leur sécurité et leur permettre de transmettre leur message ?**

**T**ÔT DANS L'APRÈS-MIDI du 24 mai 2012, Ahmed Addow Anshur, journaliste de radio, traversait à pied le souk Bo'le, un marché du quartier de Dharkenley, à Mogadiscio (Somalie), quand quatre hommes, que des témoins déclarèrent avoir vu s'enfuir sur des motocyclettes, l'abattirent de plusieurs coups de feu.

Anshur, touché à la tête et à la poitrine, mourut sur le coup. C'était le sixième journaliste somalien assassiné dans le pays cette année. Si la tendance actuelle persiste, 2012 pourrait devenir l'une des pires années pour



## Témoigner

En temps de guerre ou de catastrophe naturelle, les journalistes et les humanitaires ont des priorités très différentes. Les premiers veulent transmettre un récit, servir de témoin des faits qui se déroulent sur le terrain. Les humanitaires veulent acheminer l'assistance nécessaire à la survie de la population.

Ces impératifs, pourtant, se recoupent. Pour les groupes humanitaires, les journalistes peuvent aider à faire connaître le sort des personnes les plus vulnérables, et leurs articles peuvent susciter une réaction internationale ou locale. Pour les journalistes, les groupes humanitaires fournissent souvent les informations et les possibilités d'accès dont ils ont besoin pour leur travail.

Malheureusement, les journalistes, comme les agents humanitaires, sont souvent exposés à des risques considérables dans l'exercice de leur métier. Les conflits en Libye, en Syrie et au Yémen, ainsi que les troubles en Égypte et en Tunisie, ont fait de l'année 2011 l'une des plus meurtrières pour les journalistes. Ceux qui couvrent des zones d'insécurité ou de conflit en Colombie, en République démocratique du Congo (RDC), en Irak ou au Pakistan, affrontent la mort même dans leur travail quotidien sur la politique, l'économie, la criminalité ou les catastrophes naturelles.

Le paysage médiatique évolue de nos jours plus vite encore que la nature du conflit. Parallèlement à la prolifération des armes légères et des groupes armés, les blogueurs et les journalistes en herbe, souvent équipés d'un simple téléphone et d'un ordinateur portables, diffusent des images directement dans le monde entier à partir de zones auxquelles les médias traditionnels n'ont pas accès.

Dans ce monde de violence et de technologie avancée, faut-il prévoir une protection accrue, au titre des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels, pour les journalistes qui couvrent des crises aux conséquences humanitaires ? Les groupes humanitaires ont-ils la responsabilité de défendre la cause des journalistes, qui sous certains aspects pourraient être considérés comme un groupe vulnérable ? Consultez notre site web, [www.redcross.int](http://www.redcross.int), pour en savoir plus.

☞ Sans des journalistes comme le photographe français Rémi Ochlik, le monde ne serait pas informé d'événements de grande portée humanitaire. Avant d'être tué en février dans la ville syrienne assiégée de Homs aux côtés de la correspondante américaine Marie Colvin, il avait travaillé en Haïti, en République démocratique du Congo et en Libye. On le voit ici au Caire (Égypte) en novembre 2011, pendant les troubles civils.

Photo : REUTERS/Julien de Rosa, avec l'autorisation de [www.alertnet.org](http://www.alertnet.org)

# émoins

la profession en Somalie depuis 2009, lorsque neuf journalistes furent tués.

«La violence contre les journalistes redouble lors des transitions politiques», explique Mohamed Ibrahim, journaliste somalien indépendant qui est aussi correspondant du *New York Times* et secrétaire général de l'Union nationale des journalistes somaliens.

«Quand la situation se politise à outrance, chaque groupe tente de manipuler les médias en menaçant ou en tuant des journalistes, explique-t-il. Il y a aussi des gangs indépendants des factions politiques qui pour-

raient tremper dans ces assassinats.»

Comme pour la plupart des attaques contre des journalistes dans le pays, on ignore l'identité des meurtriers d'Anshur. La majorité des crimes violents contre des reporters ne sont pas élucidés. Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), à New York, 41 d'entre eux ont été tués en Somalie depuis 1992, ce qui fait de ce pays le plus dangereux du continent africain pour la profession.

Sur le front souvent flou des conflits actuels, ce sont les journalistes locaux, comme Anshur, qui

courent le plus de risques. Les reporters de guerre qui passent d'un pays à l'autre courent des dangers considérables, comme en témoigne le nombre de morts depuis 2011 dans les violences en Libye et en Syrie. Cependant, les journalistes locaux, tout comme les «fixeurs», les traducteurs, les chauffeurs et les collaborateurs des médias qui aident les reporters de guerre internationaux, forment le gros des victimes dans la profession.

«La plupart des journalistes tués sont des reporters locaux qui relatent des faits locaux», confirme Mohamed Keita, qui coordonne les opérations du CPJ en Afrique. «Ils sont bien plus vulnérables que les journalistes internationaux, parce qu'ils ont peu de soutien institutionnel, et parce qu'ils vivent et travaillent dans des pays où la prééminence du droit n'est pas bien établie.»

### Espérance de vie : 24 heures

Ce climat de peur a des effets terrifiants sur ceux qui cherchent à témoigner des conséquences des conflits ou de l'insécurité sur la situation humanitaire. «Notre espérance de vie est de 24 heures... renouvelables» : c'est ainsi que Solange Lusiku décrit la situation des journalistes en RDC, où huit journalistes ont trouvé la mort depuis 2006.

Ardente avocate de la liberté de la presse, Solange Lusiku est rédactrice en chef et éditrice du *Souverain*, journal indépendant de Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu dans l'est de la RDC, une région malmenée par la violence. Comme bien des journalistes et défenseurs de la presse, elle affirme qu'une presse libre est vitale non seulement pour la démocratie et les droits de l'homme, mais pour toute intervention humanitaire efficace.

«La presse contribue au progrès de la démocratie et favorise aussi l'assistance humanitaire. Les acteurs humanitaires ont besoin des médias pour présenter les faits qui exigent une intervention urgente ou pour alerter la population au sujet d'une situation dangereuse et catastrophique, et même pour informer le public de ce qu'ils ont réalisé.»

Si les reporters ont souvent besoin des groupes humanitaires pour leurs déplacements, pour avoir des chiffres et pour accéder aux zones dangereuses, Solange Lusiku affirme que les organismes de secours ont eux-mêmes besoin des journalistes. «Dans les situations de conflit, une presse indépendante est vitale si nous voulons disposer d'informations fiables, sans censure ni autocensure, ajoute-t-elle. C'est ce qui permet aux humanitaires de planifier et de cadrer leurs interventions.»

C'est pour cela, affirme Mohamed Keita du CPJ, que les groupes humanitaires devraient plaider pour la protection des journalistes. Pendant des catastrophes naturelles telles que la sécheresse en cours dans le Sahel ou dans la Corne de l'Afrique, la situation en matière de liberté des médias dans les pays touchés devrait être intégrée au débat, soutient-il.

**«Il faut être prudent. Si, par la suite, un procès a lieu devant un tribunal international, votre article pourrait être utilisé par l'accusation ou par la défense.»**

**Tania Mehanna**, journaliste de la Société libanaise de radio-télédiffusion et correspondante chevronnée dans des conflits internationaux

«Si un gouvernement s'efforce de minimiser l'étendue de la crise pour sauvegarder l'image du pays, et s'il peut manipuler les chiffres concernant les conséquences humanitaires, cela aura des effets sur l'intervention», explique-t-il.

### Une responsabilité humanitaire ?

Quels sont, dans ces conditions, le rôle et la responsabilité des organisations humanitaires à l'égard de la presse ? Les lois qui régissent le conflit armé protègent-elles suffisamment ceux qui risquent leur vie pour faire connaître les réalités de la guerre ou d'autres situations d'urgence dangereuses ?

Les événements récents — des meurtres et enlèvements de journalistes en Afghanistan, en Colombie, en Libye, au Pakistan et en Syrie, qui ont suscité un large écho, jusqu'au nombre croissant de victimes (25 morts violentes au 14 juin 2012, selon le CPJ) — amènent à conclure que les journalistes sont de plus en plus vulnérables aux attaques dans les lieux où les besoins d'information sur la situation humanitaire sont les plus criants. Depuis 1992, le CPJ a recensé 919 cas de décès de journalistes causés par des actes de violence. Sur ce total, 70 % étaient des meurtres, 18 % des cas de décès accidentel dans des échanges de tirs et 12 % des morts violentes durant des missions dangereuses.

De nombreuses organisations nationales et mondiales (dont le CPJ, Reporters sans frontières et la

## Le bloc-notes du reporter

### Comment suis-je protégé ?

En vertu de l'article 79 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève, les journalistes sont protégés au même titre que tout autre civil ou non-combattant, aussi longtemps qu'ils ne participent pas aux hostilités. Ils n'ont pas de statut spécial lié au travail dangereux qu'ils effectuent. Cependant, l'article 79 évoque spécifiquement les journalistes et leur garantit toute la protection qui est accordée aux civils en temps de conflit armé. Les journalistes accrédités en tant que correspondants de guerre auprès des forces armées bénéficient du statut de prisonnier de guerre en cas de capture.

### Les journalistes employés par les forces armées sont-ils protégés ?

Les journalistes qui travaillent comme correspondants ou qui sont employés par un service de l'armée peuvent être considérés comme des cibles de guerre légitimes, mais ils bénéficient aussi, en cas de capture, de la même protection que les soldats.

### Zone grise : dois-je m'«embarquer» ?

Les journalistes peuvent choisir d'être pris en charge par l'armée («embarqués»). Cela signifie voyager avec les unités militaires et respecter leurs règles de sécurité. Au regard du DIH, les journalistes «embarqués» sont protégés comme des civils, mais ils ne jouissent pas d'un statut spécial au regard du droit s'ils n'ont pas été accrédités par les forces armées en tant que correspondants de guerre officiels. En outre, les unités avec lesquelles ils voyagent peuvent être considérées comme une cible militaire légitime. De nombreux journalistes préfèrent éviter ce statut car il peut limiter leur liberté de se déplacer et de travailler en toute indépendance.

Fédération internationale des journalistes) mènent vigoureusement campagne pour la liberté de la presse et pour une meilleure protection des journalistes. La plupart proposent des mesures de formation et des lignes directrices pour les journalistes afin de préserver leur sécurité dans les missions périlleuses et insistent pour que les auteurs de crimes contre des représentants des médias soient poursuivis ; elles lancent même leurs propres enquêtes.

### Un emblème pour la presse ?

Certains groupes de presse affirment qu'il est temps de mettre en place des mesures de protection nouvelles et plus vigoureuses, comme un emblème spécial pour la presse, qui seraient codifiées par de nouvelles dispositions de droit international humanitaire (DIH).

Lors d'une conférence internationale sur la protection des journalistes au mois de janvier, Mourad al-Sharif, secrétaire général adjoint de la campagne pour un emblème de la presse (PEC), a réitéré l'appel lancé par son organisation en faveur d'une nouvelle convention internationale protégeant les journalistes.

«Il est essentiel aujourd'hui d'adopter un traité qui garantira un traitement équitable aux professionnels des médias du monde entier», affirme Mourad al-Sharif, qui plaide pour un traité doté d'un système de suivi des violations et de poursuites contre les personnes ciblant des journalistes.

Comme les journalistes sont souvent contraints de se mettre dans des situations périlleuses pour faire leur travail, Mourad al-Sharif estime qu'ils devraient avoir un statut spécial et une protection supérieure à celle dont ils jouissent déjà en tant que civils aux termes des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels (voir encadré). La PEC, lancée en 2004, affirme qu'un emblème spécial pour la presse pourrait contribuer à réduire le nombre de décès accidentels de journalistes dans les combats.

Cet appel à une nouvelle convention ne fait cependant pas l'unanimité. De nombreux groupes de soutien aux médias et organisations humanitaires considèrent que plutôt que de créer de nouvelles lois, mieux vaut faire respecter les textes existants.

Pour eux, un statut spécial ou une catégorie de journalistes protégés soulèverait autant de questions nouvelles qu'elle en résoudrait. Par exemple : pourquoi traiter différemment les seuls journalistes ? De nombreuses professions, depuis les ingénieurs en assainissement jusqu'aux médecins, réalisent des activités essentielles qui sauvent des vies pendant les conflits. Faut-il aussi leur accorder une protection spéciale ? Et comment déterminer qui est un journaliste,



La grande majorité des journalistes tués dans l'exercice de leur profession sont des reporters locaux, délibérément pris pour cible. Sur cette image, des journalistes somaliens portent le corps sans vie de leur collègue Abdisalan Sheikh Hasan lors de ses funérailles à Mogadiscio, en décembre 2011.

Photo : REUTERS/Ismaïl Taxta, avec l'autorisation de [www.alertnet.org](http://www.alertnet.org)

**«Dans les situations de conflit, une presse indépendante est vitale si nous voulons disposer d'informations fiables, sans censure ni autocensure.»**

Solange Lusiku, rédactrice en chef du journal *Le Souverain*, à Bukavu (RDC)

tout spécialement à notre époque, où les reportages sont souvent réalisés par de simples citoyens équipés d'un téléphone portable ?

Les auteurs du Protocole additionnel I de 1977 s'étaient déjà posé nombre de ces questions; ils décidèrent que la création d'un statut spécial pour les journalistes risquerait d'affaiblir les protections fondamentales accordées à tous les civils. «[T]oute augmentation du nombre de statuts particuliers, accompagnée forcément d'une prolifération de signes protecteurs, tend à affaiblir la valeur protectrice des statuts protégés déjà acceptés», dit ainsi le commentaire du CICR sur les discussions qui ont conduit à l'adoption du Protocole.

Pour le CICR, qui reconnaît depuis longtemps le rôle clé des médias pour faire connaître la réalité brutale de la guerre, la protection des journalistes s'inscrit dans sa stratégie générale consistant à encourager un meilleur respect des mesures existantes de protection des civils prévues par le DIH.

L'un des objectifs clés du Plan d'action quadriennal du CICR pour la mise en œuvre du droit international humanitaire consiste à encourager les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour protéger les journalistes. Les mesures suggérées vont d'une amélioration de la formation des soldats au renforcement de leur système juridique afin de veiller «à ce que [les] violations ne restent pas impunies».

Comme les poursuites en cas de violation du DIH se déroulent souvent devant des tribunaux militaires ou civils de pays signataires des Conventions de Genève, de nombreux juristes affirment que le renforcement des systèmes juridiques nationaux est essentiel pour mettre un terme à l'impunité dont ont généralement bénéficié jusqu'ici les assassins de journalistes (voir tribune libre en p. 1).

## Rester en vie

Le véritable impératif, toutefois, demeure d'empêcher que des journalistes soient tués. C'est pourquoi le CICR offre divers services aux journalistes à l'œuvre dans des zones dangereuses. Depuis 1985, il offre un numéro d'appel d'urgence pour les reporters, les organismes de presse et les familles de journalistes en difficulté.

L'organisation est aussi intervenue au nom de journalistes capturés, détenus, enlevés ou blessés. Tout récemment, le CICR a servi d'intermédiaire neutre entre les parties belligérantes pour permettre la libération, le 30 mai, de Roméo Langlois, journaliste de la chaîne de télévision France 24, capturé à la fin du mois d'avril par les Forces armées révolutionnaires de Colombie.

Lorsque des journalistes sont tués durant les combats, les acteurs du Mouvement aident souvent à récupérer et à rapatrier leurs dépouilles. C'est ainsi que le CICR et le Croissant-Rouge arabe syrien ont aidé au rapatriement des corps de la journaliste américaine Marie Colvin et du photographe français Rémi Ochlik, tués tous deux en Syrie durant le bombardement de Homs en février 2012.

En outre, le CICR et certaines Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge proposent chaque année des dizaines de séances de formation destinées aux journalistes sur la manière de faire face aux événements durant un conflit.

Cette année, le CICR a aussi l'intention de publier un nouvel outil de formation audiovisuel qui, combiné à la formation dispensée par le personnel du CICR, devrait aider les journalistes à mieux décrire ce qu'ils voient, à comprendre quand le droit est violé et à apprendre comment le DIH protège leur sécurité.

«Il ne s'agit pas de faire d'eux des juristes», précise Dorothea Krimitsas, adjointe aux relations publiques au CICR, qui gère la ligne d'urgence et coordonne les efforts de formation des journalistes au DIH. «L'idée est de les aider à trouver les références qui leur sont nécessaires

**«Comme la guerre dure depuis vingt ans, il n'y a pas d'école ni d'institut de journalisme. La plupart des journalistes somaliens ne connaissent pas les dispositions du droit international, ou des normes des Conventions de Genève, relatives à leur travail dans les conflits.»**

**Mohamed Ibrahim,** journaliste indépendant et correspondant du *New York Times* à Mogadiscio (Somalie)

et à s'orienter dans le dédale du droit international humanitaire.»

## L'angle humanitaire

Ce type de formation peut avoir des conséquences directes et importantes sur la manière dont sont transmises les nouvelles en temps de guerre, explique Tania Mehanna, journaliste chevronnée qui a couvert de nombreux conflits pour la Société libanaise de radio-télédiffusion. Elle a aussi participé à plusieurs ateliers du CICR sur le DIH et le journalisme.

Alors qu'elle couvrait les guerres en Afghanistan, en Irak et au Liban, elle a souvent été confrontée à des choix difficiles. L'une des questions qui s'est posée durant chacun de ces conflits était de savoir comment étaient utilisées certaines armes, y compris des armes à sous-munitions et des agents incendiaires, comme le napalm et le phosphore blanc.

«Quand vous écrivez sur des armes interdites, ou qui ne sont autorisées que dans certaines circonstances, ce type d'information peut être très utile pour écrire un article, explique-t-elle. Mais il faut être prudent. Il faut avoir une certitude totale avant d'écrire que des armes particulières ont vraiment été employées, car ce que vous écrivez aura des conséquences. Si, par la suite, un procès a lieu devant un tribunal international, votre article pourrait être utilisé par l'accusation ou par la défense.»

Pour les journalistes qui travaillent dans des pays comme la Somalie, ce type de formation professionnelle est vital, affirme Mohamed Ibrahim, un journaliste somalien. «La plupart des journalistes ici sont des jeunes qui gagnent très peu d'argent, pas assez pour couvrir leurs besoins quotidiens; comme la guerre dure depuis vingt ans, il n'y a pas d'école ni d'institut de journalisme. La plupart des journalistes somaliens ne connaissent pas les dispositions du droit international, ou des normes des Conventions de Genève, relatives à leur travail dans les conflits.»

Selon lui, renforcer les normes professionnelles et la déontologie — encourager l'idée que les journalistes sont indépendants et ne prennent pas parti dans la vie politique ni dans le conflit — est une autre mesure qui pourrait contribuer à faire du journalisme une carrière professionnelle plus sûre en Somalie.

Dans des lieux comme la Somalie, poursuit-il, les journalistes écrivent souvent sur des sujets liés au DIH, qu'ils le veulent ou non. Une meilleure connaissance des principes humanitaires comme des principes du journalisme pourrait non seulement sauver des journalistes, mais aussi les aider à faire connaître le sort d'autres personnes vulnérables victimes des conflits et des catastrophes naturelles.

«Pendant la sécheresse, les journalistes somaliens ont fait un gros travail ici, ils ont fait de leur mieux, explique-t-il. Mais il leur faut davantage de compétences pour mieux savoir comment s'y prendre dans cette situation aussi difficile et dangereuse.» ■

Photo : Wendy Bashir/IPS



## «Témoins indésirables»

Trois questions à Solange Lusiku, rédactrice en chef et éditrice du *Souverain*, journal indépendant de l'est de la RDC.

**Pensez-vous que les journalistes locaux courent plus de risques que les internationaux ?** Non. Je pense qu'une fois sur le terrain, le danger est le même pour tout le monde. Local ou étranger, nous sommes tous journalistes. Ceci dit, je me rappelle qu'un jour où des atrocités furent commises à Kaniola, un village sur le territoire de Walungu, à plus de 50 km de Bukavu — des hommes, des femmes et des enfants furent abattus comme du bétail —, tout ce que j'avais enregistré a été effacé par les rebelles, alors qu'ils n'ont pas osé faire de même avec un journaliste étranger.

**Avez-vous l'impression que les lois de la guerre vous protègent ?** Non. Dans l'est de la RDC, les seigneurs de la guerre et les combattants ne connaissent rien au droit des conflits armés. Dès qu'ils ont une arme en mains, ils peuvent tirer sur qui ils veulent, quand ils veulent. Et les journalistes sont des témoins gênants : mieux vaut s'en débarrasser.

**Pensez-vous que la protection des journalistes pourrait être renforcée ?** Oui. Protéger les journalistes est une priorité absolue, parce que leur travail permet de faire savoir ce qui se passe réellement. Quand les armes commencent à tirer, les journalistes ne savent pas comment se protéger. Il est indispensable de former les journalistes pour leur propre sécurité.



## Témoin de crimes de guerre

Les images de photographes tels que Ron Haviv servent souvent à faire entendre les sans-voix et à porter témoignage. En Bosnie, aux côtés des forces paramilitaires serbes en 1992, il a immortalisé l'exécution de civils bosniaques, dans le cadre de ce que l'on appellerait plus tard la «purification ethnique». Plus récemment, en RDC, il a photographié les tentatives des parties au conflit de déplacer des populations et de se rendre maîtres de l'accès à la nourriture et aux médicaments. Dans un entretien récent, il a expliqué comment le journalisme pouvait contribuer à révéler des violations du droit humanitaire.

### **Lorsque vous êtes témoin d'une atrocité, comme une exécution, à quoi pensez-vous ?**

La première question qui me traverse l'esprit est : puis-je faire quoi que ce soit pour empêcher cela ? Souvent, ma présence — celle d'un témoin, d'un étranger — permet de changer le cours des événements. Mais c'est très précaire. Il est arrivé dans un petit nombre de cas qu'un meurtre se déroule devant moi sans que je puisse rien faire pour l'empêcher, et que l'on m'interdise de photographier. Ainsi, il n'y avait pas de preuve. Je me suis donc promis que si je me trouvais à nouveau dans cette situation et que je ne pouvais rien faire pour empêcher l'événement, il fallait que je puisse au moins prendre une photographie

servant de preuve. Pour que, au moins, ces personnes ne soient pas mortes en vain.

### **Les images des exécutions ont-elles eu un effet ?**

Ces photographies ont été publiées dans de nombreux magazines avant même que soit tiré le premier coup de feu à Sarajevo, et j'étais persuadé que c'était une preuve de la purification ethnique dont tout le monde parlait, et que la communauté internationale allait réagir. Mais au début, les photographies n'ont eu aucun effet. Elles ont ensuite été utilisées par les Bosniaques comme outil de propagande, pour inciter les gens à les soutenir. Plus tard, elles ont servi, à La Haye, à inculper diverses personnes impliquées dans des crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.

### **Pendant vos reportages récents sur la guerre en Libye, vous avez pris, avec d'autres, des photographies très impressionnantes d'un hôpital de Tripoli où des signes montraient que des gens avaient été attachés et exécutés.**

Les fidèles de Kadhafi exécutaient des rebelles. Parallèlement, cependant, il était clair que des partisans de Kadhafi étaient aussi exécutés par les rebelles. Concernant ces lieux, il était très important, d'abord de faire connaître ces faits, et deuxièmement que les organisations chargées d'enquêter sachent où commencer leur travail. Pour que la réconciliation soit possible, les gens doivent comprendre ce qui s'est passé durant la transition.

📍 L'unique survivant d'un massacre retrouve sa maison en ruines après que l'armée bosniaque a repris son village aux forces serbes à l'automne de 1995. Il se tient à l'emplacement de ce que l'on pense être une fosse commune contenant les cadavres de 69 personnes, dont sa famille.

📍 En 2011, des journalistes, dont Ron Haviv, ont découvert de nombreux corps dans un hôpital de Tripoli où des exécutions semblaient avoir eu lieu. Photos : Ron Haviv/VII



Pour d'autres exemples de journalistes évoquant le droit international humanitaire, voir [www.redcross.int](http://www.redcross.int)



# Des tweets tous azimuts

Recourir aux médias traditionnels, mais aussi aux médias sociaux, est vital en temps de crise : la Société de la Croix-Rouge du Japon en a fait l'expérience.

**1** Quelques minutes après le séisme de mars 2011, la porte-parole de la Société de la Croix-Rouge du Japon, Saya Matsumoto, a commencé à envoyer des «tweets» comme celui-ci par le réseau social Twitter à ses abonnés du monde entier, dont de nombreux journalistes.

**2** Cette vidéo de la Société de la Croix-Rouge du Japon, diffusée sur YouTube, montre la réaction rapide du personnel de l'hôpital se préparant à accueillir les victimes et transformant la salle d'accueil en zone de triage.

**3** L'arrivée à l'hôpital de la Croix-Rouge à Ishinomaki d'une femme retrouvée sous les décombres avec son fils neuf jours après le tsunami, nouvelle amplement diffusée par la presse internationale.

**4** Un an après le séisme et le tsunami, la Société de la Croix-Rouge du Japon a placé sur YouTube cette vidéo de remerciements.

**D**ANS LES JOURS ET LES NUITS suivant le tsunami dans le nord-est du Japon en mars 2011, l'hôpital de la Croix-Rouge était l'unique grand établissement de santé encore fonctionnel dans la ville d'Ishinomaki. La nuit tombée, ses lumières, alimentées par un générateur, en faisaient un phare dans l'obscurité alentour.

Pourtant, alors même que l'hôpital était submergé de victimes nécessitant soins et hébergement, personne ne parlait d'Ishinomaki. L'aéroport voisin était endommagé au point que même les hélicoptères ne pouvaient pas l'utiliser. Les lignes ferroviaires et les routes étaient coupées et, du fait des destructions massives dans la région, il fallut du temps aux journalistes pour découvrir la situation à Ishinomaki.

Ce n'est que lorsqu'un journaliste de *Kyodo News* parvint à l'hôpital et écrivit un article que les médias affluèrent. L'hôpital prit alors la décision critique de modifier la politique de l'établissement limitant la présence des journalistes, en situation d'urgence, à une zone spéciale réservée à la presse.

Masaaki Abe, directeur de la planification et de la communication, décida d'accueillir les journalistes sans réserve : au téléphone, en personne, à toute heure, en donnant le plus d'informations possible. Il souhaitait compenser l'absence de nouvelles pendant les deux premiers jours et éviter que l'accident à la centrale nucléaire n'éclipse les événements à Ishinomaki. Il demanda donc au personnel de se montrer aussi coopératif que possible avec les médias.

## Un canal d'information important

Pour le personnel, guère accoutumé aux caméras, aux questions et aux exigences des journalistes, la tâche fut parfois difficile. Or, dans ce contexte où les instances municipales ne fonctionnaient plus, les médias étaient essentiels pour faire passer des messages clés sur les besoins de la ville, sur l'action de l'hôpital et des équipes médicales de terrain et sur les difficultés auxquelles se heurtaient les secouristes.

«Les médias ne sont pas toujours une gêne pour les activités médicales», relève Tadashi Ishii, le coordinateur de la gestion des situations de catastrophe de l'établissement. «Cette catastrophe m'a montré qu'ils peuvent être nos partenaires.»

Les journalistes furent même autorisés à assister à la réunion quotidienne de coordination de l'équipe médicale. L'hôpital fut ainsi en mesure de réagir efficacement aux événements médiatisés, comme lorsque deux personnes furent retrouvées vivantes neuf jours après le tsunami. Dégagées des décombres à 16 h, elles étaient à l'hôpital à 17 h; à 20 h, l'hôpital tenait une conférence de presse avec un membre de leur famille.

## Contre des tweets fallacieux

Parallèlement, la Société de la Croix-Rouge du Japon a été très active dans les médias sociaux. Dans les jours suivant le tremblement de terre et le tsunami, elle a diffusé par Twitter des messages simples accompagnés de photographies, pour illustrer la rapidité de la réaction de la Croix-Rouge. Entre le 11 et le 14 mars, les tweets émis



## Supplément Web

### Catastrophes en direct :

un programme de la Croix-Rouge britannique tente de transformer la façon dont les médias décrivent les situations d'urgence.

**Nous interrompons nos émissions :** comment la société de télédiffusion australienne relate l'action de la Croix-Rouge.

Voir [www.redcross.int](http://www.redcross.int)

par @Federation (l'adresse Twitter de la FICR) ont touché plus de 2,2 millions de personnes.

Pour autant, les contacts de la Société nationale avec les médias après le tsunami n'ont pas toujours été faciles. Saya Matsumoto, chargée de communication, se rappelle cette affirmation erronée, postée sur un blog puis reprise sur Twitter, affirmant que la Société de la Croix-Rouge du Japon prélevait 20 % de frais administratifs sur tous les dons.

Des articles critiques sont parus dans la presse, et la Société nationale a dû prendre les devants. «Nous avons dû diffuser une publicité dans les journaux pour expliquer que 100 % de tous les dons seraient distribués aux survivants et que nous ne prélevons

aucun pourcentage», explique Saya Matsumoto, qui ajoute que les sommes, certes modestes, dépensées pour ces annonces, auraient pu être consacrées aux secours.

«Cette expérience m'a appris qu'il faut toujours s'exprimer avec la plus grande prudence sur Internet, ajoute-t-elle. Tout peut être diffusé et "tweeté" d'une manière que vous n'aviez pas prévue au départ. Twitter est devenu un outil important, qui peut influencer l'opinion publique, et il faut réagir aux tweets qui répandent des fausses informations, faute de quoi de nombreuses personnes peuvent être induites en erreur.»

Pour en savoir plus : [www.redcross.int](http://www.redcross.int).

## Facebook et Twitter révolutionnent la communication de masse

### #Question au Mouvement : Comment utiliser les réseaux sociaux pour la sensibilisation humanitaire ?

Lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 8,7 s'est produit au large de Sumatra (Indonésie) le 11 avril, le bureau de zone de la FICR en Asie-Pacifique à Kuala Lumpur (Malaisie) a ressenti la secousse. Craignant une répétition du tsunami de 2004 dans l'océan Indien, l'Unité communication a immédiatement diffusé par Twitter un témoignage direct, bientôt suivi des coordonnées des porte-parole du Mouvement sur le terrain. Quelques minutes plus tard, les demandes d'entretien affluaient, en provenance de la BBC, de CNN et d'Al-Jazeera, qui suivaient toutes sur Twitter le chargé de communication de la FICR.

Dans des situations d'urgence soudaines, Twitter a déjà fait ses preuves pour appeler rapidement l'attention des médias sur une crise. Les nouvelles émergent dans la «twittersphère» avant de faire les titres des journaux télévisés. Si le Mouvement Croix-Rouge Croissant-Rouge veut être perçu comme un intervenant crédible dans ces situations, il est crucial qu'il diffuse des informations pertinentes et utiles sur Twitter dans les minutes suivant une catastrophe.

L'influence de Twitter ne se mesure pas seulement à sa portée. Sa nature interactive en fait un outil parfait pour les organisations humanitaires souhaitant communiquer à un niveau plus émotionnel et personnel, qui suscite un intérêt plus vif parmi le grand public.

Les médias sociaux nous permettent d'expliquer notre action et comment le public peut nous aider. Nous pouvons diffuser des témoignages directs émouvants, télécharger des photographies presque en temps réel, sensibiliser à des questions spécifiques, répondre à des questions et rectifier des informations erronées. Mais quels sont les pièges potentiels de ce «journalisme de masse» pour les

organisations humanitaires, lorsque tout contrôle rédactionnel leur échappe ? Pour une organisation comme le CICR, les risques sont patents. Dans un contexte politique sensible, les rumeurs ou les informations fallacieuses diffusées dans la «blogosphère» peuvent avoir des retombées néfastes sur la sécurité des opérations et sur l'accès aux populations vulnérables.

L'une des grandes préoccupations, aujourd'hui, est de voir l'avis de quelques-uns acquérir le statut de vérité universelle à force d'être martelé dans les médias sociaux. Pour maîtriser la désinformation et les risques en termes de réputation qui découlent de critiques négatives dans les médias sociaux, il faut faire preuve de célérité, de compétence et de tact. La planification prospective ne saurait être oubliée dans la gestion des crises, et la hiérarchie à respecter pour autoriser des déclarations publiques doit être simplifiée pour permettre d'intervenir avec autorité et conviction dans des dossiers où il est crucial de réagir sans délai.

En dernière analyse, cependant, les avantages l'emportent sur les risques. Les médias sociaux sont une réalité et il serait impensable de ne pas les utiliser. Par leur nature même, Facebook et Twitter brisent les barrières hiérarchiques, permettant aux volontaires de devenir des communicants pour leur Société nationale. Les responsables des Sociétés nationales doivent prendre acte de cette évolution et tirer parti du potentiel considérable que représentent leurs membres.

#### Patrick Fuller

Responsable de la communication pour la FICR dans la région Asie et Pacifique.



# La bravoure sous l

À l'heure où le monde entier a le regard rivé sur le conflit armé qui fait rage en Syrie, la réaction humanitaire repose en grande partie sur le Croissant-Rouge arabe syrien. Avec un courage admirable, ses volontaires et son personnel ont été en première ligne, évacuant les blessés, dispensant des premiers secours sur place, acheminant des vivres et des médicaments vitaux aux personnes dans le besoin. Unique organisation humanitaire en mesure d'accéder à la majeure partie du territoire syrien, la Société nationale a été un partenaire crucial pour le CICR, la FICR et d'autres acteurs humanitaires. Elle a, hélas, payé un lourd tribut : depuis le début des combats, cinq secouristes volontaires et collaborateurs (dont un secrétaire général) et deux membres du conseil ont perdu la vie. Ces photographies rendent hommage à une Société nationale qui lutte pour accomplir sa mission dans le chaudron bouillonnant qu'est aujourd'hui la Syrie.





- ☞ Les funérailles de Mohammad al-Khadraa, secouriste volontaire du Croissant-Rouge arabe syrien (CRAS) tué en avril à Douma, alors qu'il se trouvait dans un véhicule clairement marqué de l'emblème du CRAS.
- ☞ Le personnel médical du CRAS et des habitants aident une femme sur les lieux d'une explosion à Damas au mois de mai.
- ☞ Des volontaires distribuent des vivres et d'autres fournitures dans la ville assiégée de Homs.
- ☞ Les médecins du CRAS acheminent des médicaments, des vivres et d'autres biens essentiels dans la ville de Bloudan en février.

Photos : Ibrahim Malla/CRAS, sauf en haut à droite : REUTERS/Khaled al-Hariri, avec l'autorisation de [www.alertnet.org](http://www.alertnet.org)

# es tirs





➤ Plus de 2600 personnes sont détenues au pénitencier d'Antanimora, un établissement conçu pour en accueillir 800. Dans chacun des bâtiments, des niveaux intermédiaires ont été érigés pour loger les prisonniers, mais un grand nombre dorment côte à côte sur le sol, faute de place.

Avant même que la crise politique ne s'abatte sur le pays en 2009, Madagascar était l'un des pays les plus pauvres du monde. La forte réduction de l'assistance financière des donateurs a frappé de plein fouet un système pénitentiaire déjà bien mal en point. Les détenus de l'île vivent oubliés de tous, dans des conditions d'exiguïté, de surpopulation et de manque d'hygiène. Comme dans de nombreuses régions du monde, la détention est synonyme d'opprobre pour les prisonniers comme pour leur famille. Ainsi, bon nombre des détenus de la prison d'Antanimora n'ont pas vu leurs enfants depuis plus de dix ans. Pour bien des familles, l'éloignement et la honte rendent difficiles les déplacements, longs et pénibles, pour rendre visite aux proches emprisonnés. Ces photographies, dues à Guillaume Binet, donnent un aperçu de la vie quotidienne dans la prison d'Antanimora, où les visites régulières du CICR et des familles, ainsi que des mesures comme la construction de nouvelles latrines et l'aménagement des cuisines, aident à rétablir la santé et la dignité de tous ceux qui y séjournent. Texte : Marie-Servane Desjonquères, CICR.

# La dignité oubliée

➤ Les espaces entre les bâtiments donnent aux détenus la possibilité de déambuler, de faire de l'exercice et de se rencontrer, dans les limites marquées sur le sol à la chaux par les autorités de l'établissement. Dans certaines cours, les détenus ont créé des marchés où ceux qui en ont les moyens peuvent acheter de la nourriture, du savon, des cigarettes, ou se faire couper les cheveux.





☞ Chaque après-midi, les détenus font la queue pour recevoir un repas, qui se résume à des racines de manioc bouillies. Certains prisonniers peuvent se permettre d'acheter de la nourriture et de cuisiner dans leur cellule.



☞ Lorsque les familles rendent visite à leurs proches, elles sont maintenues à distance par deux grillages espacés d'environ deux mètres. Les visites (deux par semaine) ne durent que dix minutes. Pour certaines familles, le voyage d'Antanimora exige de longues heures; elles sont nombreuses, dans ces conditions, à ne jamais faire le déplacement.



➤ Le personnel pénitentiaire n'a pas la vie facile non plus. Dans certaines ailes de la prison, un gardien peut être chargé de surveiller 250 détenus, ce qui exige parfois de prendre des décisions difficiles, comme lorsqu'un détenu tombe malade pendant la nuit et demande à sortir de sa cellule.

➤ Les activités organisées pour les détenus sont rares à Antanimora, mais des groupes religieux viennent régulièrement dans l'établissement et les prisonniers peuvent alors se joindre aux prières et aux chants.





☞ Dans le quartier des femmes, les enfants venus au monde dans l'établissement peuvent rester avec leur mère jusqu'à l'âge de 18 mois, après quoi ils sont remis à la famille ou à des associations, qui les amènent souvent pour qu'ils passent la fin de semaine auprès de leur mère. L'établissement est doté d'une aile spéciale pour les mères avec nourrissons, mais ces locaux sont eux aussi fortement surpeuplés.

☞ Ici comme dans de nombreux lieux de détention de par le monde, le CICR effectue des visites régulières pour s'entretenir avec les détenus et les autorités au sujet des conditions de détention et de traitement des prisonniers. Dans certains cas, les détenus peuvent aussi communiquer des nouvelles à leur famille.



**D**ANS UN BÂTIMENT DÉCRÉPIT du XIX<sup>e</sup> siècle, érigé par les colons espagnols au cœur de Manille, la capitale des Philippines, près de 4000 détenus s'entassent dans des lieux conçus pour 1800 prisonniers. Coincée entre des centres commerciaux et une station de métro, la prison municipale de Manille, dite «Old Bilibid», «la vieille prison», est le centre de détention urbain par excellence.

Dans l'un des 14 «dortoirs» surpeuplés de l'établissement, aux murs de béton et au toit en tôle ondulée, la coordonnatrice adjointe du CICR pour la protection, Kirsty Macdonald, rend visite à Ruben\*, un détenu de sécurité (les personnes accusées de crimes liés aux conflits armés internes) emprisonné depuis plus de quatre ans, mais dont le procès n'est toujours pas terminé.

À l'intérieur des dortoirs, des compartiments de fortune, fabriqués avec des panneaux de contreplaqué et du carton. Seuls certains détenus en bénéficient : ceux qui ont un certain pouvoir ou des moyens financiers.

Après avoir dormi par terre pendant deux ans, Ruben vient tout juste de réunir la somme nécessaire pour acheter son propre compartiment, si petit que son matelas y tient à peine.

«Le pire, explique Kirsty Macdonald, c'est que la prison est bâtie dans une cuvette. Chaque fois qu'il pleut, les dortoirs sont sous 30 centimètres d'eau.»

Les détenus qui ont l'influence ou l'argent nécessaires obtiennent des compartiments au premier étage, à l'abri des inondations. D'autres, comme Ruben, qui dorment au rez-de-chaussée, en sont réduits à voir leurs habits et leurs matelas régulièrement détrempés.

La visite à Ruben est typique de l'activité du CICR dans le monde entier. Des questions lui sont posées sur ses conditions de vie, sur ses contacts avec sa famille, et sur l'avancement de son dossier devant les instances judiciaires, qui pour Ruben est de plus en plus frustrant.

### Un appel à l'action

Sa visite achevée, Kirsty Macdonald a d'autres rendez-vous. Le CICR a en effet élargi son programme de visites en détention ces dernières années pour en faire une initiative beaucoup plus vaste et ambitieuse, intitulée «Appel à l'action». L'idée est simple : améliorer les conditions de vie dans les prisons des Philippines et aider à accélérer le processus judiciaire afin que les détenus n'aient pas à languir des années durant avant que leur sort ne soit tranché.

La tâche, cependant, est complexe et gigantesque. C'est pourquoi Kirsty Macdonald doit aussi rencontrer le directeur de la prison, Ruel Rivera, pour parler de l'installation d'un système de drainage qui pourrait limiter les inondations. La conversation passe ensuite à une question plus délicate : la durée du séjour des prisonniers à Old Bilibid.

Les chiffres sont effrayants. Sur les 3986 détenus, 210 à peine ont été jugés et condamnés. Tous les autres



## Aux Philippines, le CICR s'efforce d'améliorer les conditions de détention par une réforme du système judiciaire, de meilleurs soins de santé et des contacts familiaux organisés par la Croix-Rouge philippine.

attendent que leur cause soit entendue ou que la procédure soit achevée. L'un des prisonniers séjourne ici depuis 17 ans sans jugement. En moyenne, le temps d'attente va de cinq à dix ans.

Les retards sont source de frustration non seulement pour les détenus, mais aussi pour Ruel Rivera, qui doit gérer une prison surpeuplée au-delà du raisonnable, à cause de la lenteur et de la complexité du système judiciaire.

Les dossiers vont et viennent souvent de la police aux procureurs, puis aux tribunaux, puis repartent en sens inverse, passant entre les mains de fonctionnaires qui ignorent parfois combien de temps la personne concernée a déjà été détenue et qui croulent déjà sous les piles de dossiers en suspens.

C'est pourquoi le CICR est aussi à l'œuvre, en collaboration avec des responsables des prisons et des juges, pour mettre en place un groupe de travail afin d'identifier les détenus les plus anciens et d'accélérer l'examen de leur dossier. «Il arrive qu'il manque juste une pièce à faire parvenir au tribunal compétent», explique Kirsty Macdonald.



# urs oid»

**«Nous devons coopérer, sinon rien ne bougera (...). Il s'agit de repenser entièrement le système [judiciaire] : ce n'est pas une mince affaire.»**

**Marlo Magdoza-Malagar,** juge au tribunal métropolitain de première instance de Manille

📍 Dans le quartier des hommes de la vieille prison municipale de Manille, près de 4000 détenus cohabitent dans un espace prévu pour en accueillir 1800.

Photo : L. Piojo/CICR

## «Mon mari se fait vieux»

Dans un autre quartier de Manille, au siège de la Croix-Rouge philippine, les proches des détenus viennent chercher un appui psychologique et financier pendant les années d'attente.

Ici, les mères peuvent parler à des conseillers des difficultés qu'elles éprouvent à se débrouiller seules et recevoir une aide pour financer les déplacements, souvent longs, de leur domicile jusqu'aux prisons où séjournent leur mari, leur fils ou leur sœur.

Parmi les femmes rassemblées dans le bâtiment de la Croix-Rouge, Ami\*, dont le mari est détenu depuis 12 ans. Le benjamin de ses sept enfants est né lorsque son père est entré en prison, et tous ses enfants, assure-t-elle, «me demandent sans cesse quand il sortira».

Avec l'aide de la Croix-Rouge philippine et du CICR, Ami peut rendre visite à son mari quatre fois par an. Le voyage lui prend une journée entière.

En demandant des nouvelles de son dossier, les larmes lui montent aux yeux. À l'instar de nombreuses familles de détenus, elle a reçu peu d'informations des autorités, et, bien qu'elle vienne d'apprendre que le procès est terminé, elle ignore tout, comme son mari, du verdict ou de la date de sa libération.

Lorsqu'elle voit son mari, «on se raconte les derniers événements, dit-elle, et je lui donne des nouvelles des enfants...» mais, conclut-elle d'une voix lasse : «mon mari se fait vieux.» ■

## Imogen Foulkes

Correspondante de la BBC auprès des Nations Unies à Genève (Suisse).

\*Prénoms fictifs.

## Le jour du jugement

Ce jour-là, Kirsty Macdonald cherche à trouver des solutions dans le système judiciaire labyrinthique du pays. Après sa visite en prison, elle a rendez-vous avec Marlo Magdoza-Malagar, juge de l'exécution chargée des tribunaux de première instance de Manille, qui pourra peut-être accélérer certaines des affaires les plus en retard.

À peine franchi le seuil du bureau de la juge, à la mairie de Manille, les difficultés auxquelles se heurte la magistrate sautent aux yeux. Dans l'antichambre, plusieurs assistants sont assis derrière des bureaux exigus sur lesquels s'entassent des piles de dossiers. Quelques ordinateurs d'un modèle antique ne paraissent guère de taille à faire face au volume des affaires à traiter.

Dans le bureau de la juge, c'est le même tableau. Dans cet espace réduit sans fenêtre, chaque centimètre carré de surface plane semble avoir été utilisé pour empiler des dossiers. La juge elle-même, cependant, est pleine d'énergie. Après avoir pris contact avec une série de tribunaux de la capitale au sujet d'affaires particulièrement en retard, elle signale avoir reçu plusieurs réponses dans la journée, ce qui lui paraît prometteur.

«Nous devons coopérer, sinon rien ne bougera», dit Marlo Magdoza-Malagar, qui soutient depuis longtemps l'Appel à l'action. «Il s'agit de repenser entièrement le système [judiciaire] : ce n'est pas une mince affaire.»

## Une mission en mutation

La démarche globale en faveur de conditions de détention plus humaines pour tous les détenus n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'évolution suivie par le CICR au fil des décennies.

Voici près d'un siècle que l'organisation visite les détenus et les internés civils en temps de guerre; son droit de rencontrer les détenus durant les conflits a été officiellement consacré dans les Conventions de Genève de 1949.

Après les conflits «par procuration» de la guerre froide, la nature de la guerre a changé, avec l'augmentation du nombre de conflits internes ou non internationaux, et les délégués du CICR ont eu, de plus en plus souvent, à visiter des personnes détenues pour des raisons de sécurité, qui se trouvaient mêlées à des détenus de droit commun.

Ainsi, aux Philippines, où le CICR a commencé son activité voici plus de 60 ans, son rôle primordial était de visiter les détenus accusés de participation aux conflits internes en cours dans le pays. Un demi-siècle plus tard, ce travail demeure l'une des principales activités du CICR dans le pays. Il rend visite à près de 700 personnes détenues pour motifs de sécurité et vient en aide à leurs familles.

Comme ces «détenus de sécurité» sont incarcérés dans des prisons civiles — dont la population totale est au bas mot de 130 000 personnes —, il est rapidement apparu que la mission du CICR devait concerner l'ensemble de la population carcérale.

«Nous visitons parfois cinq ou six détenus de sécurité dans une prison où vivaient 4000 prisonniers», explique Sébastien Bourgoïn, coordonnateur protection du CICR, «et nous étions témoins de conditions de détention épouvantables pour tous, quels que soient les motifs de la privation de liberté».

## PROUVEZ-LE !

Cet article est le premier d'une série consacrée aux efforts du Mouvement pour étayer ses pratiques par des données probantes.



**A**U MOIS D'AVRIL, alors qu'il circulait dans Kampala (Ouganda), Paul Okot survint sur les lieux d'un accident de motocyclette. Le conducteur, un jeune homme, saignait abondamment. Responsable du programme de santé d'urgence pour la Croix-Rouge de l'Ouganda, Paul Okot connaissait les gestes à accomplir.

Tandis que d'autres cherchaient de l'eau pour laver la blessure, il savait qu'il fallait avant tout stopper l'hémorragie. «Toute coupure doit être comprimée», explique-t-il, racontant comment il avait ôté sa cravate pour la presser fermement contre le bras de la victime.

Si la situation s'était produite quelques années plus tôt, avant que ne soient mis au point les documents *Africa First Aid*, Paul Okot n'aurait sans doute pas été aussi déterminé. «Avant les méthodes fondées sur des faits prouvés, les instructions étaient ambiguës», explique-t-il, relevant que jusqu'à une date récente, il n'y avait pas de recommandations claires et uniformes pour indiquer quels gestes de premiers secours étaient les plus efficaces.

C'est ainsi qu'en Europe, avant l'adoption voici cinq ans des normes de certification régionales, de nombreuses Sociétés nationales enseignaient des techniques différentes pour des choses aussi essentielles que les «positions d'attente», les meilleures postures pour maintenir libres les voies respiratoires d'une personne inconsciente, explique Pascal Cassan, conseiller médical de la Croix-Rouge française.

«Les Français avaient leur technique, les Britanniques avaient la leur, les Allemands aussi», explique Pascal Cassan, dont la Société nationale abrite le Centre de référence européen pour l'éducation aux premiers secours. «On enseignait huit à dix positions d'attente différentes.»

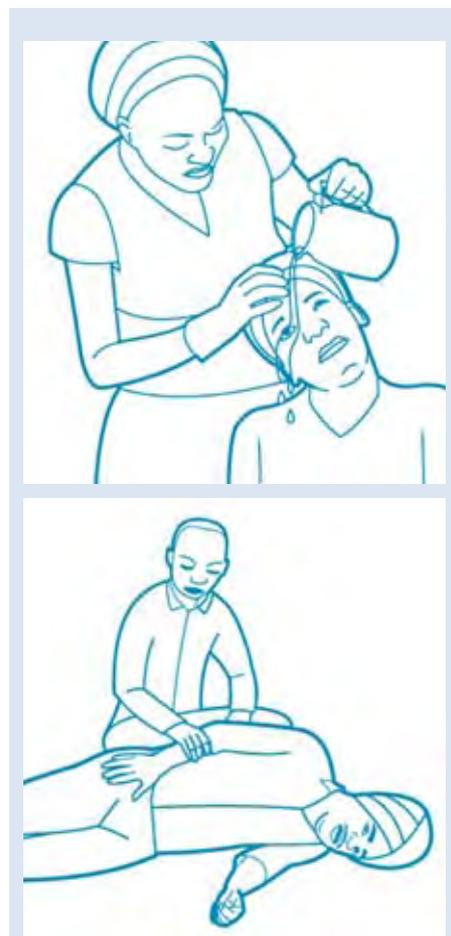
Laquelle était la meilleure ? Laquelle de ces techniques sauvait-elle le plus de vies ? En 2005, des experts de la Croix-Rouge en Europe et aux États-Unis ont créé des groupes de recherche séparés pour trouver des réponses aux questions et aux divergences sur un large éventail de procédures. Ils ont examiné des milliers d'articles scientifiques pour déterminer quelles interventions médicales

La recherche sur les pratiques optimales façonne la manière dont les premiers secours sont enseignés et dispensés. Comment faire pour former chacun aux pratiques étayées par des données probantes tout en s'adaptant aux situations locales ?

# Le deuxième souffle des premiers secours

et quelles méthodes de premiers secours fonctionnaient le mieux.

L'un des premiers résultats a été le *Guide européen de Premiers Secours*, publié originellement par la Croix-Rouge de Belgique en 2006 et mis à jour pour la dernière fois en 2011.



Ces illustrations tirées des *African First Aid Materials* — ensemble de documents conçus par la Croix-Rouge de Belgique avec un groupe de Sociétés nationales africaines — montrent des techniques de premiers soins éprouvées, adaptées au contexte local.

Aux États-Unis, la Croix-Rouge américaine et l'American Heart Association se sont associées pour produire des lignes directrices similaires.

Depuis, les efforts d'harmonisation des meilleures pratiques, sur la base de données d'expérience probantes, ont pris une envergure mondiale. La FICR, associée aux plus grandes Sociétés nationales d'Europe, des Amériques, d'Afrique et d'Asie, a combiné les données d'expérience pour produire les *Recommandations internationales 2011 en matière de premiers secours et de réanimation*. Ce document, d'après ses auteurs, formule les premières recommandations de premiers secours mondiales fondées sur des données d'expérience probantes.

Que faut-il entendre par «fondé sur des données probantes» ? Le terme est à la mode dans les secteurs de l'humanitaire et du développement. Il s'agit de démarches ou de mesures reposant sur la preuve scientifique de l'efficacité d'une pratique donnée. Dans le domaine médical, l'expression est devenue répandue dans les années 1990, lorsque les chercheurs ont souhaité donner aux médecins des conseils sûrs concernant un large éventail de pratiques fondées sur un examen approfondi des publications scientifiques.

«Les médecins qui veulent se tenir informés des meilleures pratiques doivent lire des dizaines d'articles scientifiques», explique Philippe Vandekerckhove, le directeur général de la Croix-Rouge de Belgique – communauté flamande, qui a publié le *2011 European First Aid Manual*. «Une personne ne saurait à elle seule étudier tous les travaux de recherche publiés pour établir quelle est la meilleure méthode. En l'occurrence, pour les secouristes, nous avons fait ce travail et procédé au tri», explique

Philippe Vandekerckhove, dont la Société nationale héberge aussi le Centre d'expertise, centre de référence qui encourage les pratiques éprouvées. «Nous avons sélectionné les travaux de recherche d'une qualité suffisamment élevée, évalué les conclusions, puis formulé des recommandations.»

La tâche n'a pas été facile. Ainsi, pour rédiger les lignes directrices de la FICR, une équipe de spécialistes du monde entier a étudié plus de 30 000 articles sur les soins dans des situations d'urgence : attaques cardiaques, hémorragies, petites blessures, fractures, etc.

Dans un premier temps, une équipe restreinte de chercheurs a écarté les travaux de recherche de faible qualité qui ne respectaient pas une méthodologie solide de recherche scientifique. Un organe consultatif d'experts médicaux s'est ensuite penché sur les articles pour en synthétiser les informations, afin d'établir quelles étaient les méthodes ayant donné les meilleurs résultats.

Des recommandations ont enfin été formulées pour convenir à des contextes particuliers, explique David Markenson, qui préside le Conseil scientifique consultatif de la Croix-Rouge américaine.

«Les données d'expérience montrent quelle est la meilleure technique dans l'absolu, explique-t-il. Cependant, on ne peut pas appliquer la même méthode dans tous les contextes. Ce processus permet à chaque Société nationale de dire : "il existe cinq méthodes qui ont fait leurs preuves contre cette maladie, mais dans mon pays, avec ce type d'urgence et nos ressources limitées, c'est la troisième qui fonctionne le mieux.»

### Pas de «prêt-à-porter»

Telle est la situation qui s'est produite en 2006 lorsque l'Europe a commencé à mettre en œuvre sa première certification régionale des premiers secours. Paul Okot — et d'autres personnes dans les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en Afrique — ont constaté un fossé avec l'application de ces normes dans leur pays.

«On s'est aperçu qu'il ne suffisait pas de traduire les lignes directrices européennes; cela n'aurait pas fonctionné, explique Philippe Vandekerckhove. Il fallait disposer de matériel adapté à l'Afrique.»

Les recommandations du manuel européen étaient fondées, par exemple, sur l'hypothèse que les victimes pourraient voir un médecin ou être emmenées en ambulance dans les 10 à 15 minutes. Or, dans certaines zones rurales



L'analyse des travaux de recherche médicale montre que les remèdes traditionnels peuvent être plus efficaces que les médicaments modernes. Ainsi, les recherches effectuées pour préparer les matériaux africains de premiers secours ont validé des techniques traditionnelles de désinfection des blessures et de soins aux personnes déshydratées par la diarrhée. Une méthode traditionnelle consistant à badigeonner les blessures de miel est particulièrement efficace pour limiter le risque d'infection, à condition d'être correctement appliquée. Le manuel européen, quant à lui, suggère d'utiliser des antiseptiques en vente libre qui, dans bien des régions d'Afrique, ne sont pas disponibles. De la même manière, le conseil donné aux Européens d'acheter une solution de réhydratation orale en vente en pharmacie pour l'administrer aux personnes déshydratées est remplacé, dans le contexte africain, par des variantes de recettes traditionnelles de solutions mêlant de la farine de maïs, ou d'autres plantes disponibles localement, avec du sel.

d'Afrique, il faut parfois des jours pour recevoir des soins médicaux. On ne traite donc pas les gens, sur les lieux d'un accident, de la même manière, et les secouristes ne font pas toujours face aux mêmes situations. C'est ainsi que les documents africains, préparés par des experts médicaux du continent, comprennent un chapitre sur l'accouchement, qui est absent du manuel européen. Le mode de transport des

victimes, dans les campagnes africaines, peut aussi être tout différent. Comme le relève Paul Okot, «vous avez en Afrique des vélo-ambulances. Le manuel de premiers secours utilisé dans ces zones devait donc expliquer comment transporter une personne dans une charrette tractée par une bicyclette sans aggraver certaines blessures.»

### Diffuser le message

Faire connaître les meilleures techniques partout dans le monde peut être délicat, comme l'explique Philippe Vandekerckhove. «Il y a des exemples intéressants de certaines illustrations, dans les instructions européennes, qui pourraient être mal interprétées dans certaines communautés africaines.» C'est ainsi que dans le manuel européen, une technique approuvée était marquée d'un pouce levé; or, dans de nombreuses régions du monde, ce geste dénote quelque chose de négatif ou peut être pris pour une injure.

Les manières d'apprendre varient aussi. En Europe, les lignes directrices sont toujours publiées sous forme de manuels, qui peuvent servir de base pour des cours. En Afrique, les instructions sont compilées sous forme de «matériel» que les Sociétés nationales peuvent transformer en représentations de théâtre, en affiches, en exposés, en DVD, voire en chansons.

Le principal obstacle à la mise en œuvre globale est sans doute le manque de moyens. «Informer tous les volontaires, dans tous les pays — ou ne serait-ce que les formateurs — des méthodes les plus récentes n'est pas facile, relève Pascal Cassan, de la Croix-Rouge française. Il y faut du temps, des moyens et beaucoup d'énergie.»

Ceci dit, l'investissement en vaut la chandelle. «En matière de premiers secours, le Mouvement, dans bien des pays, fixe la norme. Il est donc important de nous positionner en tant qu'autorité pour ce qui est des pratiques éprouvées.»

C'est exactement ce qui s'est passé à Kampala lorsque Paul Okot s'est précipité pour aider le blessé. «Ces gens essayaient bien de faire quelque chose, mais je voulais m'y prendre autrement. Quand ils ont vu que j'étais de la Croix-Rouge, ils m'ont laissé faire. Ils savaient que j'étais compétent.» ■

### Ricci Shryock

Journaliste indépendant basé à Washington, D.C. (États-Unis) et à Dakar (Sénégal).



# «Comme un seul homme»

**C'**ÉTAIT IL Y A QUATRE ANS : Brian Azi Nyam, un jeune homme de 26 ans, s'est trouvé pris dans des échanges de tirs lorsque des combats intercommunautaires ont éclaté dans la ville de Jos (Nigéria). Il était en compagnie de son meilleur ami; tous deux ont été touchés.

Personne ne répondit à ses appels à l'aide. Son ami est mort sous ses yeux.

«J'étais allongé là, je criais et j'appelais au secours, raconte-t-il. Aucune réaction. Il n'y avait rien à faire, et la douleur était terrible.»

Pendant sa pause déjeuner durant un cours de premiers secours de la Croix-Rouge du Nigéria, Brian Azi Nyam explique qu'il aurait pu sauver son ami s'il avait été formé à l'époque comme membre d'une équipe de secours d'urgence.

Depuis 2009, le CICR et la Croix-Rouge du Nigéria ont formé 2755 personnes comme lui, dans 105 lieux du pays. Les étudiants apprennent des techniques de secours de base pour pouvoir réagir lorsqu'une bombe explose ou quand des combats éclatent entre communautés. Dans les campagnes, les villageois apprennent aussi à réagir en cas d'accident, lorsque les hôpitaux sont trop éloignés pour sauver les victimes.

La formation favorise aussi une dynamique sociale encore bien rare dans une grande partie du nord du pays. Au

**Le CICR et la Croix-Rouge du Nigéria coopèrent pour que les meilleures pratiques de premiers secours, fondées sur les recherches les plus récentes, bénéficient aux communautés dépourvues d'accès aux secours d'urgence et à l'assistance médicale.**

cours des dix dernières années, des milliers de personnes ont perdu la vie ici dans les violences intercommunautaires. Des habitants de Jos expliquent que les chrétiens craignent de se rendre dans les quartiers musulmans, et réciproquement. Or, dans ces cours, chrétiens, musulmans et autres étudient ensemble et apprennent à soigner chacun exactement de la même manière.

«Chrétiens ou musulmans, ici nous sommes tous comme un seul homme», explique Victoria John, qui suit sa troisième journée de formation. «Nous ne savons même pas si tel ou tel est chrétien ou musulman», dit-elle au sujet des victimes qu'elles pourrait secourir un jour. «Vais-je refuser de soigner cette personne ? Bien sûr que non. Nous traitons tout le monde de la même manière.»

Des étudiants apprennent à transporter une personne blessée à la colonne vertébrale dans le cadre d'une formation dispensée par la Croix-Rouge du Nigéria et le CICR dans l'État du Plateau (Nigéria), au mois de mai. Photo : Heather Murdock

Au Nigéria, la violence peut paraître de nature religieuse, car les combats opposent souvent chrétiens et musulmans, mais la racine du problème est un mélange complexe de différends politiques, socio-économiques et idéologiques. À Jos, qui se trouve dans une région centrale du nord dite «la moyenne ceinture», plus de 1000 personnes sont mortes dans des affrontements sectaires au cours des deux dernières années, selon Human Rights Watch.

Les dirigeants des communautés désignent les élèves qui suivront les cours de secouriste, de manière à ce qu'ils soient représentatifs de la région d'où ils viennent. Former ensemble des membres de groupes rivaux aide aussi la Croix-Rouge du Nigéria et le CICR à préserver leur neutralité.

Ghali Bashir Adam est formateur pour la Société nationale. Les aspects les plus importants de la formation sont des techniques simples : il enseigne aux étudiants comment assurer leur propre sécurité et dégager les voies respiratoires des victimes inconscientes. Les étudiants apprennent à tirer parti des ressources limitées à disposition : comment utiliser un morceau de tissu pour un traitement d'urgence, en attachant une personne blessée à la colonne vertébrale à une planche pour éviter une aggravation des lésions. Une personne qui perd beaucoup de sang peut être secourue en comprimant la blessure et en lui donnant ensuite de l'eau à boire, explique-t-il.

Les formateurs suivent aussi régulièrement des cours pour accroître leurs compétences et pour apprendre les techniques de premiers secours les plus récentes. L'amélioration de ces techniques consiste souvent en une simplification, pour qu'elles puissent être appliquées avec succès sous pression, explique Ghali Bashir Adam. Les dernières recherches scientifiques enrichissent aussi le répertoire des secouristes, comme la découverte récente que les victimes adultes en arrêt respiratoire ont souvent encore de l'oxygène dans leur cœur et peuvent être secourues par des massages immédiats.

Au-delà de la formation au secourisme, amener des membres de groupes religieux et ethniques différents à travailler en équipe leur donne une vision des choses impossible à transmettre par un exposé académique.

«Cette formation particulière fait beaucoup pour unir les communautés qui ont connu la violence», affirme Ghali Bashir Adam devant un dispensaire tran-

**«Chrétiens, musulmans : ici, c'est pareil. Nous ne savons même pas si tel ou tel est chrétien ou musulman.»**

**Victoria John**, étudiante de premiers secours, au troisième jour d'une session de formation du CICR et de la Croix-Rouge du Nigéria

## Supplément Web

### Faire simple

Ghali Bashir Adam, de la Croix-Rouge du Nigéria, explique comment la simplification des techniques de premiers secours peut permettre à tout un chacun de sauver des proches dans des situations d'urgence chaotiques; la Croix-Rouge chinoise diffuse les meilleures pratiques de premier secours dans un pays aussi immense que diversifié.

[www.redcross.int](http://www.redcross.int)

☞ Dans un dispensaire d'une zone connue pour les violences opposant les communautés chrétienne et musulmane, des étudiants de toutes confessions apprennent comment libérer les voies respiratoires d'une victime inconsciente, tout en apprenant le principe de l'impartialité.

Photo : Heather Murdock

quille situé près d'un point de contrôle militaire installé pour séparer les musulmans des chrétiens en cas d'affrontements. «Ça contribue à la réconciliation.»

Les secouristes sur le terrain expliquent que les étudiants cherchent à être impartiaux dans leurs soins, mais ce n'est pas toujours facile. L'impartialité est un processus incessant, car même s'ils ne font pas de favoritisme, le monde qui les entoure s'en charge pour eux.

Friday Apuwa Danlad est un volontaire de la Croix-Rouge du Nigéria qui intervient dans des situations d'urgence depuis plus de 12 ans; il a été parmi les premiers à parvenir sur le site d'au moins 18 explosions, accidents ou affrontements entre sectes. Comme d'autres volontaires, il assure traiter les gens en fonction de leurs blessures et ne pas se mêler du conflit. Cependant, sur les lieux d'un attentat ou dans un quartier marqué par la violence intercommunautaire, il est souvent repéré par son apparence chrétienne, plus que pour l'emblème qu'il porte sur sa veste rouge.

S'il faut transporter un musulman blessé dans un hôpital proche de son domicile, il s'adressera à des collègues musulmans. Inversement, il prendra le relais de ses collègues musulmans qui risqueraient des ennuis en transportant une victime dans un quartier chrétien. Pendant un conflit, les secouristes sont souvent accusés d'aider l'une des parties au détriment de l'autre. Selon Friday Apuwa Danlad, la formation à assise communautaire permet de faire mieux connaître la Croix-Rouge du Nigéria, ce qui rend les missions moins périlleuses et potentiellement plus efficaces.

«Il nous faut mieux faire connaître les objectifs de la Croix-Rouge, dans les milieux chrétiens comme dans les milieux musulmans, affirme-t-il, de façon à ce que dans une situation d'urgence, nous ne soyons pas en danger.»

Dans les centres de formation, les étudiants soulignent que tous les besoins urgents au Nigéria ne sont pas liés au conflit. Comme bien des pays africains, le Nigéria manque de médecins et d'hôpitaux, et les personnes blessées doivent souvent parcourir de longues distances pour recevoir de l'aide.

Sani Garba Maren, étudiant en comptabilité de 23 ans, suit une formation de secouriste dans un village non loin de Jos. Lorsque la maison de son voisin a pris feu, les enfants — un garçon et une fille — ont été gravement brûlés et emmenés à l'hôpital en voiture. La fillette est décédée avant d'avoir pu recevoir des soins.

Tout comme Brian Azi Nyam, qui pleure son meilleur ami, Sani Garba Maren se demande s'il aurait pu la sauver. «Maintenant qu'on nous a montré comment traiter les brûlures, en cas d'incendie je pourrai aider sur place avec mon modeste matériel.» ■

**Heather Murdock**

Journaliste indépendante basée à Abuja (Nigéria).



**D**ANS UN VILLAGE SAHÉLIEN isolé au Burkina Faso, Hadjatou Diko berce Issa, son fils de 6 mois. Une infirmière de la Croix-Rouge a diagnostiqué une malnutrition aiguë.

Issa ignore tout du cocktail dévastateur de sécheresse, d'invasions de criquets, de vulnérabilité économique et de conflit qui provoque une grave crise alimentaire dans huit pays du Sahel. Ce qu'il connaît en revanche — comme près de 16 millions de personnes dans cette région —, c'est la faim.

Dans tout le Sahel — une bande de brousse qui s'étend, au sud du Sahara, à travers toute l'Afrique, du Sénégal au Soudan —, les taux de malnutrition sont généralement élevés et touchent tout particulièrement les enfants de moins de 2 ans. Cette année, cependant, la situation s'est aggravée, à tel point que l'ONU a lancé l'alerte : 1 million d'enfants de moins de 5 ans sont exposés à la malnutrition aiguë.

«Habituellement, la récolte, entre septembre et novembre, permet aux familles de constituer des réserves de nourriture qui leur permet d'attendre la récolte suivante», explique Jacqueline Frize, consultante indépendante en sécurité alimentaire. «Les familles gèrent leurs stocks au mieux pour traverser la période de soudure, c'est-à-dire les derniers mois, lorsque les réserves commencent à s'épuiser. Cela exige souvent de réduire le nombre de repas quotidiens et de vendre quelques brebis et chèvres.»

La grande majorité des familles du Sahel survivent grâce à l'agriculture et à l'élevage. Or, le manque de pluies en 2011 a entraîné la perte de nombreuses cultures; après une mauvaise récolte l'année précédente, l'effet a été dévastateur. Cette année, la période de soudure a commencé des mois plus tôt que d'habitude et des millions de personnes survivent à grand-peine.

«Les enfants, surtout ceux qui ont moins de 5 ans, doivent manger régulièrement parce qu'ils sont en pleine croissance, explique Jacqueline Frize. Le manque de nourriture, associé au manque d'accès aux

# La saison de la faim

## Les répercussions du conflit en Libye, les combats au Mali et la lenteur de la réaction internationale aggravent les souffrances dans tout le Sahel.

soins de santé, à l'eau potable et à des installations d'assainissement appropriées, rend les enfants d'ici bien plus vulnérables aux maladies.»

«La combinaison de ces facteurs peut entraîner rapidement une malnutrition aiguë, qui peut avoir des conséquences durables pour le développement mental et physique. Dans des cas extrêmes, l'enfant peut mourir.»

La perte de récoltes n'est pas le seul problème. Les prix des denrées augmentent et les ménages victimes de la pauvreté ne peuvent plus se permettre d'acheter de la nourriture au marché lorsque leurs propres cultures dépérissent. Ils en sont donc réduits à des mesures extrêmes et intenable à terme, comme la vente de leur bétail, la recherche d'aliments sauvages, le départ du domicile pour chercher du travail, la réduction du nombre des repas quotidiens et l'assistance des amis et de la famille élargie.

Hadjatou Diko (37 ans) connaît bien cette litanie. Sur ses neuf enfants, quatre sont morts avant l'âge de 5 ans. «J'ai beaucoup de mal à nourrir ma famille, explique-t-elle. Il

☞ Selon les Nations Unies, quelque 320 000 Maliens ont fui leur foyer, dont plus de 131 500 personnes ont cherché refuge dans les pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie et Niger). Tata Mint Ibrahim, 6 ans, fait partie des 60 000 réfugiés maliens vivant dans un camp à Mbera (Mauritanie), à une quarantaine de kilomètres de la frontière malienne.

Photo : REUTERS/Joe Penney, avec l'autorisation de [www.alertnet.org](http://www.alertnet.org)



n'y a pas assez pour faire de la bouillie pour le bébé. Beaucoup de monde, mon mari inclus, partent pour chercher du travail dans les mines d'or ou en Côte d'Ivoire.»

## Les complications du conflit

Pendant ce temps, au Mali, le conflit a aggravé les difficultés économiques d'une population déjà victime de mauvaises récoltes pendant la saison agricole et pastorale de 2011-2012. La majorité des ménages ruraux tire sa subsistance de l'agriculture et de l'élevage.

«Forcés de quitter leur foyer sans réserves alimentaires, sans biens de valeur et avec un bétail affaibli, les gens doivent encore affronter la désorganisation des marchés (...), sans ressources pour pouvoir payer une nourriture toujours plus chère», explique Jules Amoti, délégué du CICR chargé de la sécurité. «En outre, les personnes déplacées et les réfugiés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger représentent un fardeau pour des populations résidentes, déjà victimes de la crise alimentaire.

«Ajoutez à cela que le retour des soutiens de famille de Libye a privé de nombreux ménages des envois de fonds qui étaient l'une des principales sources de revenu des familles pauvres au Mali», dit-il. Dans ce contexte, l'objectif du CICR est d'obtenir des garanties de sécurité maximales de la part de divers groupes armés actifs dans la région, pour permettre au CICR et à la Croix-Rouge malienne d'acheminer l'assistance humanitaire.

Bien avant que les combats ne se généralisent au Mali, le CICR avait déjà lancé un grand programme d'assistance (aide alimentaire, distribution d'intrants agricoles, activités «travail contre rémunération» et production de légumes) en plus d'activités de vaccination du bétail, de fourniture de vivres et de vente de bétail pour préserver les moyens d'existence, répondre aux besoins immédiats et contribuer à renforcer la résistance des communautés.

«Ce programme a cependant été entravé par la situation actuelle d'insécurité dans le nord du pays, explique Jules Amoti. L'insécurité alimentaire actuelle va probablement durer et s'accroître si aucune réaction d'urgence ne vient aider la population et préserver ses moyens de subsistance.»

Malgré les difficultés, à la mi-juillet, le dialogue instauré par le CICR avec les groupes armés et les autres acteurs sur le terrain lui ont permis d'organiser une distribution massive de vivres et de semences, assortie d'une assistance médicale, dans diverses zones du nord du Mali.

## Une réaction toujours trop lente

La situation dans le Sahel n'a pas pris la communauté internationale au dépourvu, mais il est toujours difficile de réagir à une crise alimentaire qui menace. Contrairement à un tremblement de terre ou à une inondation, il n'y a pas de déclenchement clair. En l'absence de destructions visibles, il est parfois difficile de récolter les fonds requis avant que la crise ne tourne à la famine.

Au Sénégal, les Nations Unies, la FICR et d'autres organisations internationales ont commencé à formuler

un plan d'intervention dans le Sahel dès septembre 2011. Pourtant, les médias internationaux soulèvent déjà des questions sur la lenteur de la réaction et font des comparaisons avec la crise de l'année dernière dans la Corne de l'Afrique.

«La planification a commencé tôt, mais la réaction n'a pas été suffisamment rapide pour protéger les moyens de subsistance de la population», explique Nathalie Bonvin, déléguée sécurité alimentaire, nutrition et moyens de subsistance au Bureau régional de la FICR à Dakar. «C'est la raison pour laquelle la plupart des organisations mettent l'accent sur des distributions massives de vivres. Pourtant, il aurait dû être possible de protéger les moyens de subsistance avec une meilleure coordination et davantage de fonds.»

Le Mouvement, cependant, adopte aussi une démarche à plus long terme, destinée à renforcer la capacité des populations à résister aux crises alimentaires futures.

«Nous renforçons les activités agricoles en améliorant les techniques d'irrigation et d'agriculture, explique Nathalie Bonvin. Nous concentrons aussi nos efforts sur les femmes, en dispensant une éducation à la gestion de l'eau ainsi qu'en matière de bonnes pratiques d'hygiène et de nutrition.»

## Il n'est pas trop tard

Au poste de santé du village de Peguense, Hadjatou Diko écoute attentivement l'infirmière de la Croix-Rouge. Il y a deux ou trois ans, son fils de 3 ans s'était parfaitement remis d'une malnutrition aiguë, avec l'aide de la Croix-Rouge. Elle sait donc que pour Issa, tout espoir n'est pas perdu.

Il n'est pas trop tard non plus pour que la communauté internationale se mobilise efficacement pour le Sahel (mot qui signifie «la limite» en arabe). Les gouvernements, les organisations humanitaires et les communautés touchées devront travailler de concert et prendre des décisions difficiles afin qu'un jour peut-être, pour les enfants d'Issa, vivre dans le Sahel ne signifie plus vivre perpétuellement à la limite de la survie. ■

### Sarah Oughton

Chargée de communication de la Croix-Rouge britannique.

**«Il aurait dû être possible de protéger les moyens de subsistance avec une meilleure coordination et davantage de fonds.»**

**Nathalie Bonvin**, déléguée sécurité alimentaire, nutrition et moyens de subsistance au Bureau régional de la FICR à Dakar



Dans l'est du Kenya, un projet a réussi à briser l'engrenage de la faim et de la dépendance à l'égard de l'assistance. La Croix-Rouge du Kenya développe des projets similaires, mais peuvent-ils être soutenus et élargis pour répondre aux besoins d'une région où règnent la faim et le désespoir ?



# Répliquer la rés

**E**N PARCOURANT LES BANANERAIES et les mangeraies qui longent les rangées de poivrons, d'oignons et de tomates, on a peine à croire que cette exploitation agricole fertile et bien irriguée se situe au cœur de la Corne de l'Afrique, où les récoltes catastrophiques et les sécheresses à répétition ont plongé ces dernières années des millions de personnes dans la faim et la dépendance de l'aide alimentaires.

Dans cette exploitation du nord-est du Kenya, les images d'étendues de terre craquelée et de visages affamés semblent irréelles. Pourtant, même dans cette oasis de verdure, le souvenir de la famine n'est jamais loin des esprits, comme pour Hassan Odh, un ancien berger qui travaille maintenant ici.

«Pendant la sécheresse de 2004, nous avions faim et nous dépendions totalement de l'aide alimentaire, raconte-t-il. Pendant la grande sécheresse de 2008, j'ai à nouveau perdu mon bétail et j'ai compris qu'il me fallait trouver autre chose pour nourrir ma famille.»

Hassan Odh est l'un des près de 4000 anciens éleveurs qui ont vu leur situation changer du tout au tout depuis qu'ils se sont joints au projet de réhabilitation et de lutte contre la sécheresse du district de Tana River, initiative lancée à la fin de 2009 par la Croix-Rouge du

Un fermier du projet de réhabilitation et de lutte contre la sécheresse de la Croix-Rouge du Kenya dans le district de Tana River montre les fruits de son labeur. Photo : Claire Doole/FICR

Kenya afin d'introduire des techniques agricoles durables dans des communautés qui ne parvenaient pas à maintenir leur mode de subsistance traditionnel dans le nord-est du Kenya, frappé par la sécheresse.

«Il n'a pas été facile de convaincre les éleveurs qu'ils pourraient devenir agriculteurs, explique Mata Ramadhan, responsable local du projet. S'établir quelque part pour travailler la terre leur paraissait inimaginable.»

Et pourtant, aujourd'hui, 1335 hectares de cultures (bananes, mangues, poivrons, pastèques, tomates, oignons et asimines) permettent à des milliers de personnes de se nourrir et apportent un revenu régulier aux agriculteurs dans 47 fermes sur les rives du fleuve Tana, qui s'écoule du mont Kenya à l'océan Indien même en temps de sécheresse.

Les fruits et légumes s'entassent dans des charrettes tirées par des ânes, qui quittent régulièrement les fermes pour Garissa, capitale de la province du Nord-Est, afin d'y être écoulés. La demande pour ces produits est forte et l'an dernier, alors que la sécheresse frappant la région était à son comble, les agriculteurs ont même dégagé un excédent.

«La sécheresse ne nous préoccupe plus, explique Hassan Odh. Nous savons qu'elle n'est plus synonyme



**«Il y a encore 25 ans, le Kenya était un exportateur net de vivres. Aujourd'hui, le pays importe de la nourriture et il dépend de l'assistance. C'est absurde.»**

**Abbas Gullet**, secrétaire général de la Croix-Rouge du Kenya

# ilience

de famine, car qu'il pleuve ou non, nous pouvons toujours utiliser l'eau du fleuve pour irriguer nos cultures.»

Hassan est âgé de 89 ans et il a 33 enfants, dont cinq fréquentent encore l'école, mais l'avenir de sa famille ne le préoccupe plus. Tout comme les autres agriculteurs, il s'esclaffe quand on lui demande s'il ne regrette pas son existence antérieure de berger. «Cette vie-là est révolue, affirment-ils en chœur. Nous avons maintenant des maisons avec des toits en tôle, avec l'eau courante et la télévision, et nos enfants vont à l'université pour devenir médecins, enseignants ou même journalistes.»

## Pomper l'eau du fleuve

Grâce à des fonds fournis par les Sociétés nationales du Japon et de Finlande, le projet a distribué des tonnes de semences et fourni de nombreuses pompes d'irrigation afin de mieux utiliser l'eau du fleuve Tana, le principal cours d'eau du Kenya. De l'avis de certains, si le gouvernement kenyan offrait un financement suffisant pour irriguer les terres agricoles fertiles dans cette région, le bassin du fleuve pourrait nourrir la moitié du pays.

La Croix-Rouge du Kenya aimerait étendre le projet pour garantir la sécurité alimentaire d'un plus grand nombre d'éleveurs. Motivés par la possibilité

de retrouver des moyens d'existence décents malgré la baisse des précipitations qui continue à réduire le nombre de têtes de bétail, nombre d'éleveurs ne demandent pas mieux. On peut regretter la disparition de la culture pastorale, mais dans un contexte où tant de facteurs condamnent ce mode de vie, un grand nombre d'éleveurs et d'agents humanitaires estiment qu'il vaut mieux se tourner vers l'agriculture que de dépendre de l'assistance.

«Dans les trois districts où nous travaillons, la sécurité alimentaire est maintenant garantie, explique Ramadhan. Ceci dit, pour vraiment briser le cycle de la dépendance à l'égard de l'aide dans un district où 77 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, il faut monter en puissance et multiplier les projets.»

Le projet de réhabilitation et de lutte contre la sécheresse du district de Tana River a montré qu'il était possible de donner aux communautés les moyens de diversifier leurs moyens de subsistance et d'accéder à la sécurité alimentaire en brisant l'engrenage sans fin de l'aide alimentaire distribuée d'une sécheresse à l'autre.

Pourtant, il a fallu attendre la sécheresse aiguë de 2011 — la plus grave qu'ait connue la région en 60 ans — pour que les donateurs comprennent qu'ils devaient changer leur fusil d'épaule et renforcer les capacités de résistance des communautés locales pour éviter que la catastrophe humanitaire ne se répète.

Selon Michael Mutuvu, responsable de la réduction des risques de catastrophe pour la Croix-Rouge du Kenya, «la sécheresse de l'an dernier a été un signal d'alerte pour les donateurs et nous a permis de prendre le virage stratégique que nous appelions de nos vœux depuis plusieurs années : passer des secours à la sécurité alimentaire.»

La distribution tous azimuts d'aide alimentaire et d'eau avait rendu des communautés dépendantes des secours, sapant leur capacité d'autosuffisance. L'activité agricole placée sous la responsabilité des communautés locales, qui leur permet d'assurer leur sécurité alimentaire, «garantit la dignité, l'autosuffisance et elle est bien plus rentable», ajoute Michael Mutuvu.

Cette philosophie est reflétée dans la vision stratégique de la Société nationale pour 2011–2015, qui ne prévoit même pas de budget pour l'aide alimentaire. En revanche, ses 20 nouveaux projets de sécurité alimentaire, qui vont des terres arides du nord du Kenya aux zones frappées par la sécheresse au sud-est du pays, représentent 50 % des programmes.

## Une agriculture attentive au climat

Peut-on reproduire ce modèle ailleurs ? Dans le district de Yatta, au sud-est du Kenya, 80 % de la population vit grâce à l'aide alimentaire, dans une région où les fermiers dépendant de l'agriculture pluviale sont confrontés aux conséquences de l'évolution du climat.

Selon John Mbalu, coordonnateur de la section locale de Machakos de la Société nationale, la dernière

## Supplément Web

### Des tubercules mués en «poussière d'or»

Comment une racine robuste et résistant à la sécheresse devient une nouvelle culture de rapport.

[www.redcross.int](http://www.redcross.int)

bonne récolte de maïs, culture de base de la région, remonte à 1997.

En octobre 2011, la Croix-Rouge du Kenya s'est associée à l'Institut kenyan de recherche agricole pour encourager les fermiers à diversifier et à délaisser les cultures qui demandent beaucoup d'eau, comme le maïs et le haricot, pour cultiver une nouvelle variété de manioc résistant à la sécheresse.

«C'est un projet de sécurité alimentaire qui tient compte des contraintes climatiques, dans lequel les agriculteurs bénéficient directement de travaux de recherche tout juste réalisés en laboratoire», explique John Mbalu.

Son lancement n'a pourtant pas été sans mal. Le manioc est perçu comme la culture du pauvre; de plus, s'il n'est pas manipulé comme il convient, il peut être toxique. Les agriculteurs étaient sceptiques au départ quant à l'idée de cultiver un produit ayant une si faible valeur marchande. Tout changea lorsqu'ils eurent l'idée de moudre le tubercule pour en faire de la farine.

«À présent, le manioc est de la poussière d'or pour nous», s'exclame David Muoka, le président d'un groupe d'agriculteurs locaux. Ancien enseignant, ex-banquier, âgé de 62 ans, l'homme a tout du visionnaire. «Cette culture a un potentiel commercial considérable, pas seulement sous forme de farine; le manioc peut aussi être utilisé comme amidon industriel, et les pelures comme aliment pour animaux.»

Sans oublier la pizza. La section de Machakos de la Croix-Rouge du Kenya offre un débouché tout trouvé pour le manioc en achetant la farine pour préparer des pizzas livrées à domicile, nouvelle activité génératrice de revenus.

Selon John Mbalu, le manioc peut aider les agriculteurs à sortir de l'agriculture de subsistance en générant un revenu durable, indépendamment des précipita-

**«À présent, le manioc est de la poussière d'or pour nous. Cette culture a un potentiel commercial considérable, pas seulement sous forme de farine; le manioc peut aussi être utilisé comme amidon industriel, et les pelures comme aliment pour animaux.»**

**David Muoka**, président d'un groupe d'agriculteurs locaux dans le district de Yatta



Un «chercheur d'or» et sa «pépite» dans le district de Yatta (Kenya). Le manioc, longtemps jugé peu intéressant par beaucoup de Kenyans, est maintenant cultivé par la Société nationale pour produire une farine que certains agriculteurs appellent en souriant «la poussière d'or».

Photo : Claire Doole/FICR

tions. Il espère que le nombre de cultivateurs de manioc va tripler d'ici au mois de mai 2013, passant à 10 000, ce qui rendrait l'entreprise commercialement viable tout en garantissant la sécurité alimentaire des fermiers.

La Croix-Rouge du Kenya considère quant à elle qu'il faudrait 20 000 fermiers et la construction d'un barrage pour que tout le district connaisse la sécurité alimentaire avant que le projet ne puisse être élargi aux zones voisines, touchées par la sécheresse.

### Une goutte d'eau dans la mer ?

La Croix-Rouge du Kenya a pour objectif de garantir la sécurité alimentaire de 100 000 personnes d'ici à 2015 : une goutte d'eau dans la mer dans un pays où l'on estime à 3,4 millions le nombre de personnes menacées par la faim, selon Michael Mutuvu. Il souligne que l'essentiel de la tâche incombe au gouvernement. «Nous ne sommes que les catalyseurs du changement à l'échelon des communautés et des entreprises», assure-t-il.

Les projets envoient aussi un message fort sur l'auto-suffisance locale et régionale, un thème qui se retrouve dans toutes les mesures prises par la Croix-Rouge du Kenya pour répondre à la crise dans la Corne de l'Afrique. C'est ainsi qu'au plus fort de la sécheresse de l'année dernière, la Société nationale a collaboré avec les prestataires nationaux de télécommunications pour lancer la campagne «Les Kenyans pour le Kenya», qui a permis de lever 20 millions de dollars É.-U. auprès du public et des entreprises. Cet argent a servi à financer aussi bien les besoins immédiats des victimes que de nouveaux projets de sécurité alimentaire.

«Cela a montré qu'après des années de dépendance à l'égard de l'aide internationale, nous pouvons trouver des solutions nationales aux problèmes du pays, explique le secrétaire général de la Croix-Rouge du Kenya, Abbas Gullet. Cela nous rend notre fierté et notre dignité nationales.»

Ces projets vont de l'avant, mais la route reste parsemée d'embûches. Les fermes vont-elles devenir elles-mêmes véritablement autosuffisantes ou vont-elles dépendre de bailleurs de fonds extérieurs, par exemple ? D'autres bailleurs de fonds — ou le gouvernement kenyan — vont-ils investir pour répliquer ce modèle ? Le gouvernement s'est fixé pour objectif de faire en sorte que chaque Kenyan jouisse de la sécurité alimentaire d'ici à 2030. Pour Abbas Gullet, c'est un objectif ambitieux, mais qui n'est pas hors d'atteinte.

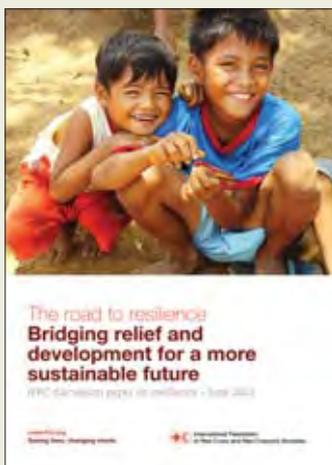
«Il y a encore 25 ans, le Kenya était un exportateur net de vivres, ajoute-t-il. Aujourd'hui, le pays importe de la nourriture et il dépend de l'assistance. C'est absurde. Les ministères de l'Agriculture, de l'Eau, de l'Éducation et de la Santé doivent réorienter leurs priorités et investir dans les industries manufacturières, la science, la technique et l'éducation.» ■

**Claire Doole**

Journaliste indépendante basée à Genève (Suisse).

Pour obtenir des publications du CICR, s'adresser à : Comité international de la Croix-Rouge, avenue de la Paix 19, CH-1202 Genève, Suisse. [www.icrc.org](http://www.icrc.org)

Pour obtenir des publications de la FICR, s'adresser à : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Case postale 372, CH-1211 Genève 19, Suisse. [www.ifrc.org](http://www.ifrc.org)



### La clé de la résilience Combiner secours et développement pour un avenir plus sûr FICR, 2012

Ce document de réflexion de 32 pages plaide pour un modèle de développement visant à renforcer la résilience des communautés en tablant davantage sur la réduction des risques des catastrophes, sur la sécurité alimentaire à long terme, sur l'amélioration des législations relatives aux interventions lors de catastrophe et sur d'autres mesures qui répondent à la fois aux besoins humanitaires et aux besoins de développement durable. Disponible en anglais, arabe, espagnol et français.

### Manuel de gestion des déchets médicaux CICR, 2012

Le monde génère de plus en plus de déchets, et les hôpitaux et centres de santé ne font pas exception. Les déchets médicaux peuvent être infectieux, contenir des substances chimiques toxiques et présenter un risque de contamination pour la population et pour l'environnement. Pour que les patients puissent être soignés et se rétablir dans un environnement sûr, il est indispensable d'éliminer les déchets en toute sécurité. Il n'est pas toujours facile de choisir la méthode qui convient le mieux à chaque type de déchets, en particulier si le budget est limité. Ce manuel donne des orientations sur les mesures essentielles à une bonne gestion des déchets. Disponible en anglais et en français. CHF 10.

### Working for the ICRC CICR, 2012

Avez-vous déjà envisagé de travailler dans le domaine humanitaire ? Pensez-vous avoir le profil et l'expérience professionnelle nécessaires ? Si tel est le cas, le CICR pourrait vous intéresser. Cette brochure présente quelques-unes des fonctions que vous pourriez exercer au CICR. Elle contient des liens utiles vers des pages Internet consacrées au CICR sur Facebook, YouTube et d'autres sites. Un chapitre est consacré aux avantages dont bénéficient les collaborateurs de l'institution. Disponible en anglais.

### Fédération internationale des Sociétés de la Croix- Rouge et du Croissant- Rouge FICR, 2012

La nouvelle brochure de présentation de la FICR contient des observations, des faits, des chiffres et des photographies inédits pour aider le grand public à comprendre la nature et les activités de la Fédération et de ses 187 Sociétés nationales membres au service des personnes vulnérables partout dans le monde. Disponible en anglais, arabe, espagnol et français.

### Stay Safe! Guide à l'usage des volontaires FICR, 2012

Ce guide aborde les situations courantes auxquelles les volontaires et les jeunes peuvent être confrontés au plan local, telles que les accidents de la route, la violence domestique et scolaire, la délinquance (vol ou cambriolage) et les problèmes liés à la santé (qualité de l'eau et des aliments, diarrhée, paludisme, stress). Il aborde également la conduite à adopter avant, pendant et après une catastrophe. Le guide fournit aussi des conseils de base sur la mise en place des procédures *stay safe* à l'usage des volontaires et vise à informer les décideurs des Sociétés nationales sur la manière de promouvoir une culture de la sécurité et d'apporter aux volontaires un soutien opérationnel en la matière. Disponible en anglais, arabe, espagnol, français et russe.

### Reducing the Risk of Food and Nutrition Insecurity among Vulnerable Populations FICR-IFPRI, 2012

Les populations vulnérables ne sont guère en mesure de résister aux épreuves causées par les catastrophes naturelles ou causées par l'homme. Les menaces et les tendances nouvelles — changements climatiques, croissance démographique, vieillissement démographique, urbanisation, maladies infectieuses et non transmissibles, dégradation de l'environnement — risquent d'aggraver les conséquences des chocs pour des populations déjà fragilisées. Disponible en anglais.

### Sur le chemin de l'inclusion : Programme de réadaptation physique CICR, 2012

Cette brochure décrit les activités du CICR dans le domaine de la réadaptation physique, permettant aux personnes handicapées de retrouver leur mobilité et de réintégrer la société. Elle explique aussi ce que fait le CICR pour veiller à ce que chacun ait accès à des services de réadaptation et décrit quelques-unes des situations dans lesquelles il fournit ces services. Disponible en anglais et en français.

### Constraints on the waging of war: an introduction to international humanitarian law CICR, 2011

La quatrième édition, entièrement révisée, de cet ouvrage examine l'évolution du droit international humanitaire, des origines à nos jours. Les auteurs mettent en particulier l'accent sur les règles qui régissent l'emploi des armes et sur les mécanismes mis en place pour assurer le respect du droit. Associant théorie et pratique, ce manuel s'adresse autant aux spécialistes qu'aux étudiants qui abordent ce sujet pour la première fois. Disponible (en anglais) auprès de Cambridge University Press. CHF 30. Version espagnole disponible auprès du CICR.

### Shelter Coordination in Natural Disasters FICR, 2012

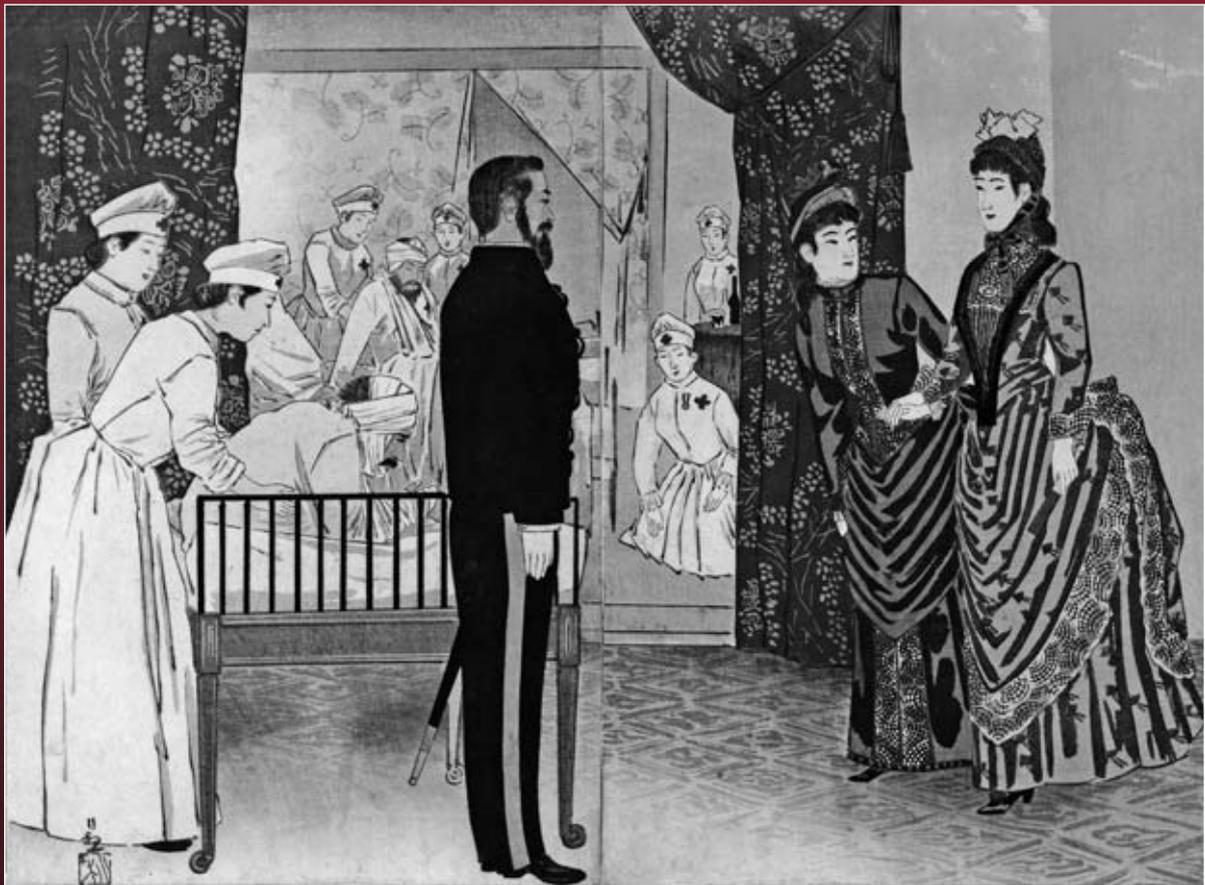
Ce manuel offre une vision d'ensemble de la méthode suivie par la FICR pour coordonner les activités d'hébergement avec ses partenaires. Il est destiné au personnel chargé de la coordination des abris, pour lesquels il résume les fonctions de coordination; aux décideurs des organisations à l'échelle internationale ou nationale qui détachent du personnel dans une équipe de coordination en matière d'hébergement ou qui participent à un groupe à l'échelle d'un pays; et aux donateurs ainsi qu'aux autorités des pays touchés. Disponible en anglais.

### Contingency planning guide FICR, 2012

Ces lignes directrices ont pour objet de veiller à ce que les interventions de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en cas de catastrophe soient cohérentes et de haute qualité. Elles fournissent une vision d'ensemble des éléments clés de la planification d'urgence et visent à aider les Sociétés nationales et le personnel de la FICR responsable de la préparation de plans d'urgence à tous les échelons. Le document ne formule pas de règles absolues, mais des directives; les priorités de la planification varieront selon le contexte et la portée des situations spécifiques. Disponible en anglais.

### Les armes nucléaires CICR, 2011

L'existence des armes nucléaires soulève des questions fondamentales quant aux circonstances dans lesquelles les intérêts de l'humanité doivent prévaloir sur les droits des États, à la capacité de notre espèce de maîtriser la technologie qu'elle crée, et à la portée du droit international humanitaire. Chacun de nous peut agir pour faire en sorte que les négociations internationales aboutissent à l'interdiction et à l'élimination de toutes les armes nucléaires. Disponible en anglais et en français.



**Ce tableau représente l'empereur japonais Meiji et l'impératrice Shōken rendant visite aux blessés à Hiroshima pendant la guerre russo-japonaise (1904–1905). Après avoir contribué à la création de la Société de la Croix-Rouge du Japon en 1887, l'impératrice Shōken a créé, en 1912, un fonds international voué au renforcement des activités de toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en temps de paix. Le Fonds de l'Impératrice Shōken, qui célèbre cette année son centième anniversaire, contribue année après année à soutenir les groupes vulnérables par des activités diverses : secours après des catastrophes, réduction des risques de catastrophes, activités de prévention, programmes de santé et autres activités à assise communautaire.**